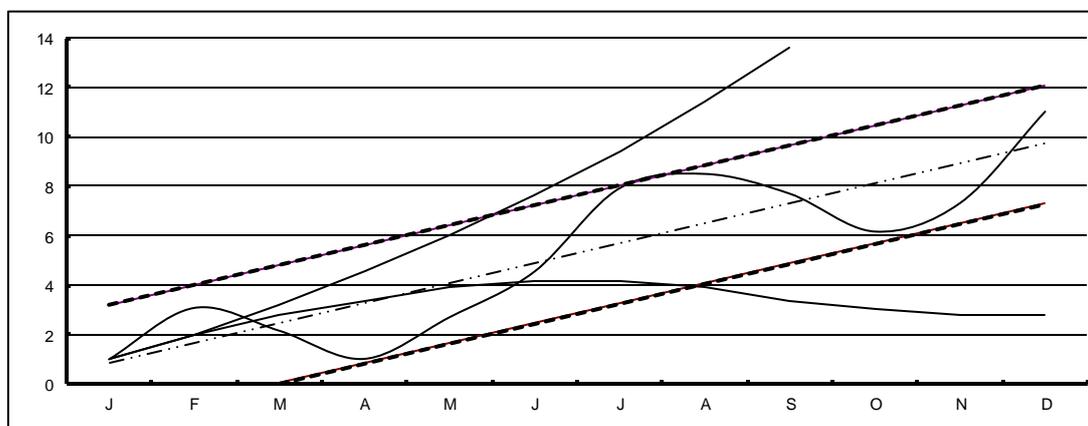


NOTE CONJOINTE DE CONJONCTURE

Deuxième Trimestre 2017



Le dynamisme de l'activité économique enclenché vers la fin de l'année 2016 semble se poursuivre au 2^{ème} trimestre 2017.

Toutefois, la détérioration successive du solde commercial sur les deux premiers trimestres de 2017 et le recul du niveau des stocks grossistes de la plupart des produits de première nécessité suscitent quelques inquiétudes.

VERSION DEFINITIVE

INSTAT - ONAP - DGCC - DNDC - DGD - DGI

Sommaire

Rubriques	Pages
Introduction.....	4
A/Conjoncture internationale.....	6
1- Cours des produits de base.....	6
2- Taux de change.....	9
B/Conjoncture nationale.....	10
1- Prix intérieurs.....	10
1-1 Evolution des prix des produits pétroliers.....	10
Prix fournisseurs des produits pétroliers.....	10
Prix à la consommation des produits pétroliers.....	11
Stocks des produits pétroliers.....	11
1-2 Prix à la consommation des autres produits.....	12
Evolution des prix des produits de 1 ^{ère} nécessité.....	12
Stocks grossistes des produits de 1 ^{ère} nécessité.....	15
1-3 Indices des prix et variations.....	16
2- Production industrielle.....	17
3- Dépenses de consommation des ménages.....	19
4- Commerce intérieur.....	20
5- Bâtiment et travaux publics.....	21
6- Coût de la construction.....	21
7- Services.....	22
8- Commerce extérieur.....	23
8-1 Importations.....	23
8-2 Exportations.....	27
8-3 Solde commercial et taux de couverture.....	28
9 - Finances publiques.....	29
10- Situation monétaire.. ..	34
Conclusion et perspectives.....	36
Annexes.....	37

Abréviations

- **INSTAT**: Institut National de la Statistique
- **DGCC**: Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence
- **ONAP**: Office National des Produits Pétroliers
- **DGI**: Direction Générale des Impôts
- **DGD**: Direction Générale des Douanes
- **DNTCP**: Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
- **DNDC**: Direction Nationale des Domaines et du Cadastre
- **DGDP**: Direction Générale de la Dette Publique
- **CVS** : Correction de variation saisonnière
- **CMDT** : Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
- **LCV** : Laboratoire Central Vétérinaire
- **DGABE** : Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
- **INRSP** : Institut National de la Recherche en Santé Publique
- **CNPE** : Comité National de Politique Economique
- **OMATHO** : Office Malien du Tourisme et de l'Hôtellerie
- **BCEAO** : Banque Centrale des Etat de l'Afrique de l'Ouest

NB : Nous attirons l'attention des lecteurs sur le caractère provisoire de certaines données : TOFE, Situation monétaire, et Commerce extérieur

Introduction :

La note conjointe de conjoncture est un document publié à la fin de chaque trimestre par l'Institut National de la Statistique (INSTAT) en collaboration avec la DNCC et l'ONAP. C'est une synthèse de la note de conjoncture de l'INSTAT, des rapports trimestriels de la DNCC, de l'ONAP, de la DGD, de la DGI et de quelques données provenant d'autres structures administratives. Elle donne des informations relatives à l'évolution de la conjoncture économique au Mali à travers l'analyse des faits endogènes et exogènes ayant eu un impact sur l'activité économique.

La conjoncture économique internationale à la fin de la 1^{ère} moitié de l'année 2017 continue de s'améliorer globalement. La consommation et les activités d'investissement seraient les principaux moteurs. Dans la zone euro, les bonnes perspectives existent. Parallèlement, aux USA, une croissance assez solide est attendue grâce à l'augmentation de la production industrielle avec un taux de chômage qui poursuit sa tendance à la baisse. Cependant, le développement récent de la politique économique américaine constitue un risque pour les attentes du marché. Ainsi, les prix des matières premières ont évolué de façon disparate. Les cours de l'or et du coton sont en hausse alors que ceux d'autres matières premières agricoles et énergétiques notamment le pétrole s'effondrent. De même, le dollar perd de la valeur par rapport au franc CFA.

Au plan national, l'évolution des indicateurs conjoncturels révèle une situation globalement favorable au 2^{ème} trimestre 2017. En effet, l'orientation des cours mondiaux des principales matières premières constitue une aubaine qui devrait permettre à l'activité économique d'emprunter un sentier de croissance. Le repli des cours mondiaux du brut ont eu des répercussions sur les prix intérieurs des produits pétroliers et à la faveur des bons niveaux des stocks dans les dépôts. En revanche, les prix moyens de la plupart des produits de première nécessité sont en hausse imputable en partie au ramadan, à la période de soudure ainsi qu'à la baisse du niveau des stocks grossistes et des difficultés d'approvisionnement de certains marchés du pays à cause l'insécurité persistante. Ce qui a contribué à rehausser le niveau de la consommation des ménages. Bien que maîtrisée, l'inflation demeure positive en glissement annuel durant le 2^{ème} trimestre 2017. Parallèlement, la production moderne d'or au titre du 2^{ème} trimestre 2017 augmente par rapport à la même période en 2016 de même la production industrielle hors extractive qui progresse de **5,4%** sur la même période en lien essentiellement avec une hausse de la consommation d'un certains nombres de produits fabriqués dont les matériaux de construction. La forte demande des matériaux de construction et la main d'œuvre sont les facteurs explicatifs du relèvement de **0,1%** de niveau du coût de la construction entre le 1^{er} et le 2^{ème} trimestre 2017. Ce qui dénote une intensification de l'activité de construction dont

le chiffre d'affaires progresse de **40,0%** en rythme annuel. Il en de même pour le commerce avec une augmentation de **21,2%** du chiffre d'affaires sur la même période en rapport avec le ramadan et le fêtes religieuses. Les services s'inscrivent dans la même orientation avec un taux de progression de **9,3%** du chiffre d'affaires par rapport au 2^{ème} trimestre 2016 du fait de l'amélioration des activités des branches « transport et entreposage », « télécommunications » et « activités spécialisées scientifiques et techniques ». Les performances dans ces branches d'activités ont certainement contribué à rehausser le niveau de la valeur des importations au 2^{ème} trimestre 2017 alors que les exportations baissent en lien avec un resserrement des volumes exportés de certains principaux produits d'exportation.

S'agissant, des recettes de l'Etat, elles se situent à un bon niveau grâce aux efforts déployés en matière de recouvrement, notamment avec les actions de contrôle et de vérification. Les dépenses à fin juin 2017 sont en deçà de leur niveau de la même période et de leur prévision en rapport avec la non-exécution de la totalité des dépenses d'investissement et des dépenses courantes prévues. Cette situation peut avoir un lien avec la prudence observée dans l'exécution des dépenses.

Reflétant l'évolution des créances intérieures, la masse monétaire est en hausse de même que les créances sur l'économie en liaison avec l'amélioration de l'activité économique. En revanche, le niveau des actifs extérieurs nets recule encore. La poursuite de la mise en œuvre des programmes d'investissement et la timidité du rapatriement des recettes d'exportation expliquent en partie cette baisse des AEN. Toutefois, de l'analyse, il ressort que la baisse du niveau des AEN est moins forte que les trimestres précédents en lien avec l'accélération du rythme de rapatriement des recettes d'exportation grâce aux actions de suivi entrepris depuis un certain temps

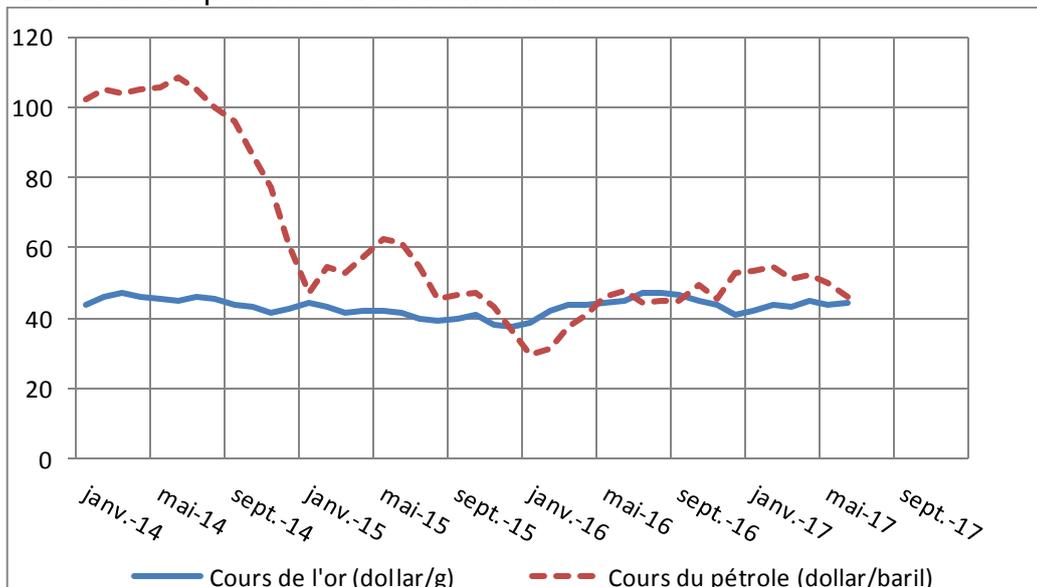
A – Conjoncture internationale

1– Cours des produits de base

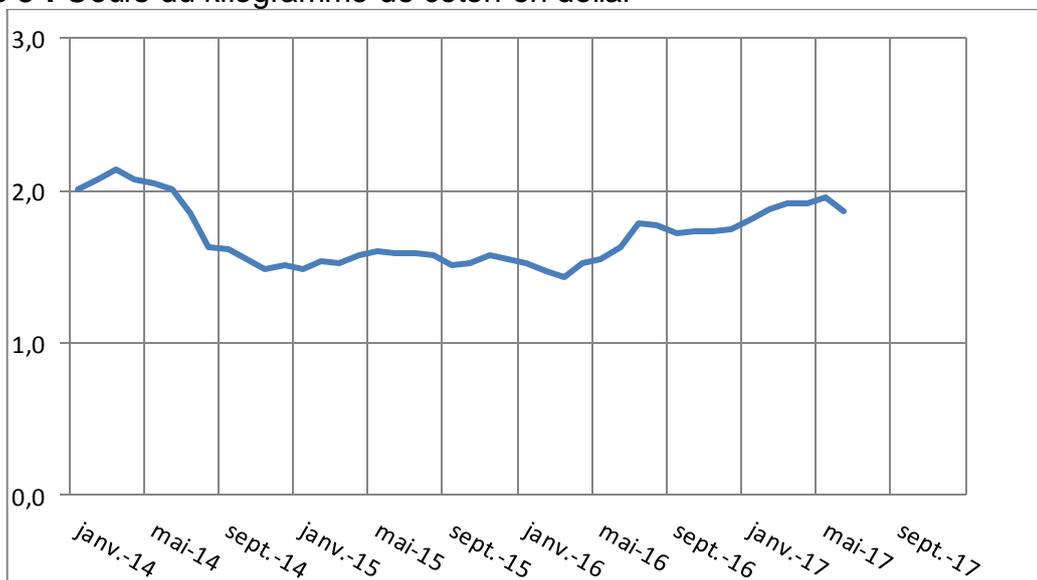
Tableau 1 : Cours des produits de base

Période	Cours des matières premières		
	Source : Banque Mondiale,		
	Coton	Or	Pétrole
	dollar E-U /kg	dollar E-U /g	dollar E-U /baril
janv-15	1,486	44,10	47,10
févr-15	1,539	43,30	54,80
mars-15	1,530	41,60	52,80
avr-15	1,581	42,30	57,20
mai-15	1,608	42,30	62,50
juin-15	1,597	41,70	61,30
juil-15	1,594	39,80	54,30
août-15	1,583	39,40	45,70
sept-15	1,515	39,68	46,30
oct-15	1,522	40,88	47,00
nov-15	1,580	38,31	43,10
déc-15	1,550	37,67	36,60
janv-16	1,520	38,73	29,80
févr-16	1,470	42,31	31,03
mars-16	1,440	43,92	37,34
avr-16	1,527	43,82	40,75
mai-16	1,549	44,48	45,94
juin-16	1,634	45,02	47,69
juil-16	1,787	47,15	44,13
août-16	1,769	47,27	44,87
sept-16	1,717	46,80	45,04
oct-16	1,731	44,68	49,29
nov-16	1,740	43,68	45,26
déc-16	1,753	40,83	52,62
janv-17	1,815	42,05	53,59
févr-17	1,877	43,54	54,35
mars-17	1,913	43,44	50,90
avr-17	1,919	44,69	52,16
mai-17	1,954	43,95	49,89
juin-17	1,869	44,46	46,17

Graphique 1 : Cours du pétrole et de l'or en dollar



Graphique 3 : Cours du kilogramme de coton en dollar



Au cours du 2^{ème} trimestre 2017, on note un redressement des cours mondiaux des principales matières premières à l'exception du pétrole. Toutefois, il faut préciser que les prix des produits alimentaires demeurent globalement orientés vers le bas.

❖ **Le pétrole :**

Suite à la remontée observée sur la période allant du dernier trimestre 2016 au deux premiers mois de 2017 en rapport avec l'annonce de la décision de réduction de la production de l'OPEP et les difficultés de production aux USA, le cours du brut décroche subitement et entame une baisse qui se poursuit. Le recul du cours mondial de pétrole s'explique essentiellement par la politique énergétique actuelle américaine qui consiste à augmenter la production pétrolière. En effet, la production de pétrole américaine est à son plus haut niveau depuis la seconde moitié de l'année 2015. Cette hausse de la production des USA combinée à la reprise des exportations du pétrole lybien renforce la surabondance de l'offre. Ainsi, le cours du pétrole recule de **6,7%** entre le 1^{er} trimestre et le 2^{ème} trimestre 2017. Le repli du mondial contribue à

réduire de la facture pétrolière des pays importateurs nets comme le Mali tout en renforçant les recettes fiscales qui en sont issues.

Toutefois, il est important de préciser que le niveau du cours mondial du pétrole au 2^{ème} trimestre 2017 est supérieur de **10,3%** à celui du 2^{ème} trimestre 2016.

❖ L'or :

Contrairement au cours du pétrole, celui de l'or semble, contre toute attente, se situer dans une bonne dynamique au cours de la première moitié de l'année 2017. En effet, les perspectives économiques mondiales ne rassurent guère au point que le cours de l'or progresse malgré le relèvement de niveau du taux d'intérêt. Les risques géopolitiques et économiques des grandes puissances sont si importants qu'ils pèsent sur le comportement du marché. Ainsi, le prix de l'once d'or passe de **1219,2 dollars** au 1^{er} trimestre 2017 à **1257,7 dollars** au 2^{ème} trimestre 2017, soit une augmentation de **38,5 dollars**. Cette tendance haussière devrait se poursuivre au cours des prochains mois car le contexte actuel favorable devrait se proroger.

❖ Le coton :

Le cours du coton s'est inscrit dans une tendance haussière progressive depuis le début du 2^{ème} trimestre 2016, même si on relève un léger repli en mai et juin 2017. Toute chose qui confère au coton le statut d'incontournable en dépit de l'essor des fibres synthétiques. En effet, au 2^{ème} trimestre 2017, le prix du coton augmente de **22,0%** par rapport au 2^{ème} trimestre 2016. Par rapport au trimestre précédent, la hausse est de **2,4%**. L'augmentation de la consommation mondiale, tirée par la Chine et l'Inde qui représentent à eux **53%** du total, est l'un des facteurs favorables à la remontée du cours mondial. Au même moment l'offre se resserme suite à la baisse de la production mondiale. La bonne tenue du cours du coton est de nature à accroître les recettes d'exportations au titre de l'année car la production cotonnière a sensiblement augmenté en 2016.

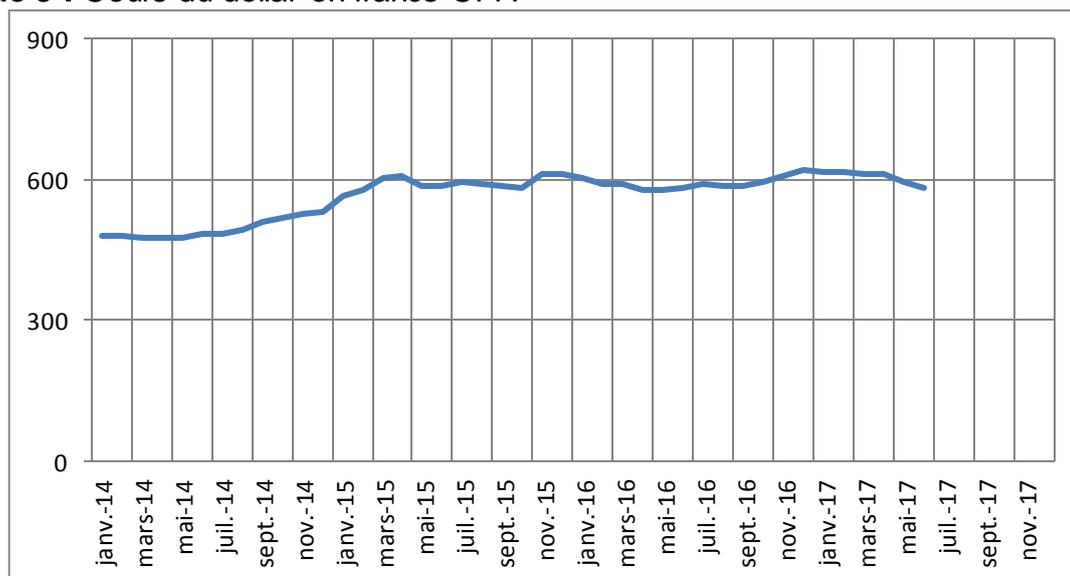
❖ Cours des produits alimentaires :

Au 2^{ème} trimestre 2017, contrairement au trimestre précédent, les prix des produits alimentaires sont globalement orientés à la baisse. La baisse de **2,5%** par rapport au trimestre précédent est imputable au repli des prix des huiles végétales et d'autres produits, notamment le sucre dont le prix recule de près de **21,0%** grâce aux perspectives de production favorables. En revanche, les prix des céréales ont augmenté sur la même période en raison des conditions météorologiques défavorables à la production du blé et du riz.

Par rapport au 2^{ème} trimestre 2016, les prix des produits alimentaires ressortent en repli de **3,2%**. La baisse est tirée par le recul des prix des céréales et les huiles végétales en rapport avec la faiblesse de la demande à l'importation.

2- Taux de change

Graphique 3 : Cours du dollar en francs CFA



La dépréciation du dollar entamé depuis le début de l'année 2017 se poursuit. Cette situation reflète la méfiance dans le comportement du marché au regard de l'évolution politique actuelle des USA. En effet, le cours du dollar par rapport au franc CFA passe de **617,6** en janvier 2017 à **584,2** en juin 2017, soit un repli de **5,4%**. Toutefois, comparativement à son niveau du mois de juin 2016 le cours du dollar par rapport au franc CFA est demeuré stable.

Par ailleurs, la tendance actuelle du cours du dollar vis-à-vis du franc CFA est favorable aux importations du Mali, notamment celles des produits pétroliers. Par contre, elle est défavorable aux exportations.

B – Conjoncture nationale

1- Les prix intérieurs

1-1- Evolution des prix des produits pétroliers :

a – Prix fournisseurs :

a-1-Prix fournisseurs moyens sur les axes d’approvisionnement :

Tableau 2 : Prix moyens - FCFA / Litre

	Supercarburant	Pétrole lampant	Gasoil	DDO	Fuel-oil 180
2^{ème} trimestre 17 (1)	273,2	273,2	272,2	272,2	216,1
1^{er} trimestre 17 (2)	284,4	284,4	285,9	274,1	220,8
Ecart (1) - (2)	-11,2	-11,2	-13,7	-1,9	-4,7
Variation en %	-3,9	-3,9	-4,8	-0,7	-2,1

Sources : ONAP

Hormis le jet A1, les prix fournisseurs moyens de tous les produits pétroliers sur les axes d’approvisionnement du Mali au 2^{ème} trimestre 2017 sont en baisse par rapport au 1^{er} trimestre 2017. Le repli est certainement dû au fléchissement du prix du baril sur le marché mondial sur cette période. En effet, les prix fournisseurs moyens de tous les produits pétroliers sur les différents axes d’approvisionnement, à l’exception du jet A1, affichent une variation négative oscillant entre **0,7%** et **3,9%**.

A l’instar des autres produits pétroliers, le prix fournisseurs moyens du jet A1 recule de **5,7%** et de **2,3%** respectivement sur l’axe du Sénégal et celui de la Côte d’Ivoire.

a-2- Comparaison des prix moyens sur tous les axes :

Tableau 3 : Comparaison des prix moyens entre tous les axes au 2^{ème} trim. 2017 - FCFA / Litre

Libellé	Superc.	Pétrole lampant	Gasoil	DDO	Fuel-oil 180	Jet A1
Sénégal et Traders	273,2	273,2	272,1	272,2	216,1	282,7
Côte d’Ivoire	273,2	273,2	272,1	272,2	216,1	287,1
Niger	273,2	-	272,1	-	-	-

Sources: ONAP

(-) non concerné Superc. = supercarburant

En matière d’approvisionnement en produits pétroliers, à l’exception du jet A1, on note qu’en moyenne les prix fournisseurs sont les mêmes pour tous les produits sur les trois axes à savoir : Sénégal, Côte d’Ivoire et Niger. S’agissant du jet A1, il est moins cher sur l’axe du Sénégal que sur l’axe de la Côte d’Ivoire.

b - Prix à la consommation des produits pétroliers :

Le tableau ci-dessous donne l'évolution des **prix indicatifs plafonds moyens à la pompe** des produits pétroliers entre le 2^{ème} trimestre 2017 et le 1^{er} trimestre de 2017.

Tableau 4 : Prix moyens à la pompe des produits pétroliers - en FCFA/Litre

Libellés	Superc.	Pétrole Lampant	Gasoil	DDO	Fuel - oil	Butane*
2^{ème} trimestre 17 (1)	692,0	Libre	602,0	602,0	408,0	927,0
1^{er} trimestre 17 (2)	694,0	Libre	607,0	607,0	433,0	907,0
Ecart (1) - (2)	-2,0		-5,0	-5,0	-25,0	20,0
Variation en %	-0,3		-0,8	-0,8	-5,8	2,2

Source : ONAP

* : Prix non subventionnés en FCFA/Kg

Il ressort, entre le 1^{er} trimestre et le 2^{ème} trimestre 2017, que l'évolution des prix moyens des produits pétroliers liquides laisse entrevoir une baisse des prix à la pompe sur la même période avec des taux allant de **0,3%** à **5,8%**.

S'agissant du prix non subventionné du kilogramme de gaz butane, il augmente en moyenne de **20,0 FCFA**, soit une hausse de **2,2%**.

.Par ailleurs, en ce qui concerne les prix moyens des hydrocarbures dans les capitales régionales et le district de Bamako au cours du 2^{ème} trimestre 2017, on relève que le litre du supercarburant et du gasoil revient plus cher à Tombouctou avec respectivement **842 FCFA** et **640 FCFA**. Ce qui pourrait être lié à la prédominance des indépendants dans cette ville. En revanche, la ville la moins chère est Ségou avec **676 FCFA** le litre pour le supercarburant et **573 FCFA** pour le gasoil.

c - Les stocks de produits pétroliers dans les dépôts :

Le stockage des produits pétroliers importés dans les dépôts est pris en charge dans la structure indicative de prix des carburants.

Le tableau ci - dessous présente **les mouvements de stocks** dans certains dépôts pétroliers du Mali au cours du 2^{ème} trimestre 2017. Il s'agit des dépôts : ONAP de Bamako – Sénou, SANKE – SGDS, STAR OIL de Niaréla, HRS de Bamako – Sénou.

Tableau 5 : Situation des stocks au 2^{ème} trimestre 2017 - en litres

Libellé	Superc	Gasoil	Pétrole lampant	Jet A1	Avgas
Stock Initial (1)	10073000	10483000	28000	3991000	12000
Receptions (2)	21953000	45242000	165000	12203000	15000
Sorties (consommation) (3)	23191000	43168000	2000	11818000	
Coulages (4)	155000	272000	2000	963000	11000
Stock Final (5)=(1)+(2)-(3)-(4)	8680000	12285000	189000	3413000	16000
Sorties/j (6)=(3)/90	257678	479644	22	131311	
Nombre jours de consommation (7)=(5)/(6)	76	125	-	26	-
Nombre jours de consommation au 1T2017	198	211	-	25	-

Sources : Dépôts et ONAP

Superc = Supercarburant

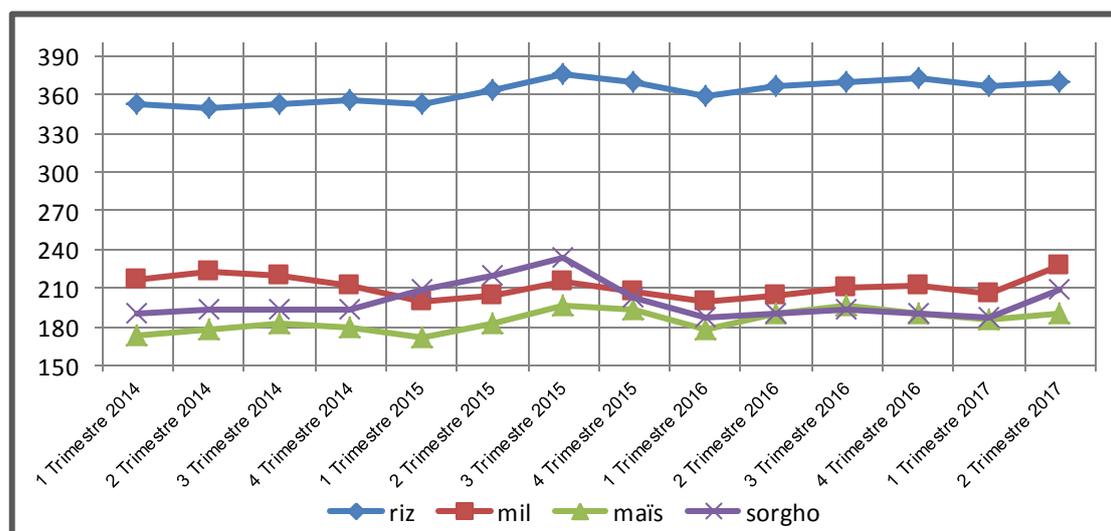
On note que les nombres de jours de consommation pour le supercarburant et le gasoil en stock au 2^{ème} trimestre 2017 sont inférieurs respectivement à ceux du trimestre précédent. Par contre, le nombre jours de consommation au 2^{ème} trimestre 2017 de l'avgas dépasse celui du 1^{er} trimestre 2017.

1-2 Prix à la consommation des autres produits :

a- Evolution des prix des produits de première nécessité :

a-1- Les prix moyens des céréales :

Graphique 4 : Evolution des prix moyens trimestriels des céréales de 2014 à 2017



On observe une stabilité générale des prix moyens trimestriels des céréales sèches sur la période 2014-2017. Toutefois, un mouvement de hausse a été enregistré entre le 1^{er} et le 3^e trimestre 2015 pour toutes les spéculations et entre le 1^e et le 2^e trimestre 2017 pour le mil et le sorgho.

En ce qui concerne le riz, les prix moyens ont une tendance générale à la hausse.

Tableau 6 : Evolution des prix moyens des céréales au 2^{ème} trimestre 2017 par rapport au 1^{er} trimestre 2017 et par rapport au 2^{ème} trimestre 2016

Période	2T2017	1T2017	2T2017	Ecart (FCFA)	Ecart (FCFA)	Variation (%)	Variation (%)
Produits	(1)	(2)	(3)	(1) - (2)	(1) - (3)	(1)/(2)	(1)/(3)
Riz local	384	381	387	3	-3	0,7	-0,7
Riz importé	355	354	349	2	7	0,5	2,0
Mil	228	206	205	22	23	10,6	11,0
Maïs	190	185	191	4	-1	2,4	-0,7
Sorgho	208	188	191	21	17	11,1	8,8

Source : DGCC/OMA

unité : FCFA/kg

Comparativement au trimestre précédent, le 2^e trimestre 2017 a été caractérisé par la hausse des prix moyens à la consommation des céréales, notamment pour le mil et le sorgho, avec respectivement de **10,6%** et **11,1%** du fait d'une demande plus forte à cause du mois de ramadan. S'agissant du riz et du maïs, leurs prix moyens n'ont pas connu une hausse remarquable.

Par rapport au 2^{ème} trimestre 2016, les prix moyens des céréales ont enregistré une hausse par rapport au 2^{ème} trimestre 2017 à l'exception du riz local et du maïs qui ont enregistré une légère baisse. Le mil et le sorgho ont connu une hausse, respectivement, de **11,0%** et **8,8%** de leurs prix moyens sur la même période.

La hausse du prix moyen des céréales par rapport à l'année précédente s'explique par une forte demande de ces produits en raison du mois de ramadan et de déficits de production dans certains endroits du pays à cause d'insuffisances pluviométriques ou d'inondations au cours de la campagne agricole 2016/2017. A cela, il faut ajouter l'insécurité persistante qui perturbe l'approvisionnement de certains marchés du pays et la baisse de la quantité de céréales mise en vente par les producteurs.

En revanche, la légère baisse du prix moyen du maïs par rapport à l'an passé s'explique en partie par :

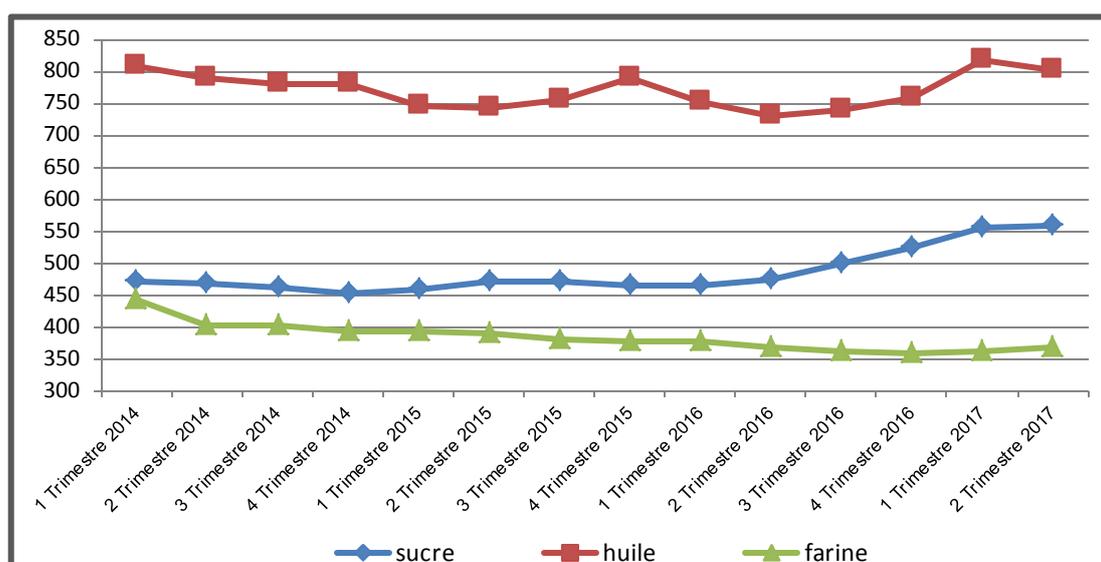
- la baisse de la demande sénégalaise. En effet, les commerçants sénégalais se sont approvisionnés cette année en maïs en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso ;
- la main levée des détenteurs de stocks de maïs à cause du fait que l'espoir d'une hausse future de prix de cette spéculation s'amenuise.

Selon le bulletin trimestriel de l'OMA, les prix du riz local gambiaka devraient connaître une hausse durant le prochain trimestre en liaison avec la faiblesse de l'offre par rapport à la demande en raison de :

- la baisse saisonnière de l'offre, surtout en période de soudure;
- l'existence des poches de déficit causée par la répartition inégale de la production de céréales sèches sur le territoire national.

a-2 Les prix moyens des produits de première nécessité (autres que les céréales) :

Graphique 5 : Evolution des prix moyens trimestriels du sucre en poudre, de la farine de blé et de l'huile alimentaire de 2014 à 2017



Les prix moyens trimestriels du sucre affichent une orientation à la hausse depuis le 1^{er} trimestre 2016. Ceux de l'huile alimentaire ont une remontée à partir le 2^e trimestre 2016 pour baisser au 2^{ème} trimestre 2017. La farine de blé montre une fluctuation à la baisse sur la période.

Tableau 7: Evolution des prix moyens des autres produits de première nécessité au 2^{ème} trimestre 2017 par rapport au 1^{ème} trimestre 2017 et par rapport au 2^{ème} trimestre 2016

Période	2T2017	1T2017	2T2017	Ecart (FCFA)	Ecart (FCFA)	Variation (%)	Variation (%)
Produits	(1)	(2)	(3)	(1) - (2)	(1) - (3)	(1)/(2)	(1)/(3)
Sucre	557	557	474	1	84	0,2	17,7
Lait en poudre	2336	2314	2444	22	-108	0,9	-4,4
Farine de blé	369	364	367	6	2	1,6	0,7
Huile alimentaire (**)	803	818	731	-15	72	-1,9	9,8
Sel	143	142	147	1	-4	0,8	-2,7
Thé(*)	366	363	358	3	8	0,8	2,2
Viande avec os	2109	2071	2029	37	79	1,8	3,9
Poisson fumé	2577	2454	2819	123	-242	5,0	-8,6

Source : DGCC

unité : FCFA/kg (*) FCFA/100g (**) FCFA/litre

Les prix moyens des autres produits de première nécessité ont enregistré une hausse au cours du 2^{ème} trimestre 2017 par rapport à ceux du trimestre précédent à l'exception de l'huile alimentaire qui a baissé de **1,9%**. Les fluctuations à la hausse ne présentent pas une tendance particulière, sauf pour le poisson fumé qui progresse de **5,0%**.

Par rapport au 2^{ème} trimestre 2016, il ressort que les prix moyens du sucre, de l'huile alimentaire, du thé et de la viande avec os ont connu une hausse par rapport au 2^{ème} trimestre 2017. La hausse du prix du sucre (**+17,7%**) s'explique principalement par la hausse du coût du transport à la suite de l'application intégrale à partir du 1^{er} avril 2017 du règlement n°14/2005/CM/UEMOA relatif à l'harmonisation des normes et des procédures du contrôle du

gabarit, du poids et de la charge à l'essieu des véhicules lourds de transport de marchandises dans les Etats membres de l'UEMOA, au Ghana et en Guinée.

En ce qui concerne l'huile alimentaire, le relèvement du niveau de son prix **(+9,8%)** provient de la hausse du prix carreau usine de l'huile alimentaire au cours du 4^e trimestre 2016.

S'agissant de la viande avec os, l'augmentation du prix moyen pourrait s'expliquer par la hausse du prix d'aliment bétail.

Quant aux différentes évolutions à la baisse, notamment celle du lait en poudre a été favorisée principalement par la baisse du cours mondial en raison de la surproduction européenne et de la diminution de la demande d'importation en lien essentiellement avec l'arrêt des importations de la Chine et de l'embargo de la Russie sur ce produit.

En ce qui concerne le prix moyen de la farine de blé, il est resté quasi-stable.

b- Evolution des stocks grossistes des produits de première nécessité

Tableau 8: Evolution des stocks grossistes des produits de 1^{ère} nécessité à fin juin 2017 par rapport à mars 2017 et à fin juin 2016

Période Produits	Juin 2017	Mars 2017	Juin 2016	Ecart par rapport à Mars 2017		Ecart par rapport à Juin 2016	
				Qté	%	Qte	%
Riz	40 288	37 635	39 074	2 653	7	1 214	3
Mil	808	1274	1 204	-466	-37	-396	-33
Maïs	874	1373	1 106	-499	-36	-232	-21
Sorgho	439	474	1 151	-35	-7	-712	-62
Sucre	27 028	15 373	46 173	11 655	76	-19 145	-41
Lait en poudre	562	887	634	-325	-37	-72	-11
Farine de blé	789	666	742	123	18	47	6
Huile	1 049	1 313	714	-264	-20	335	47
Sel	266	359	259	-93	-26	7	3
Thé	591	353	270	238	67	321	119

Source : DGCC

unité : en tonne

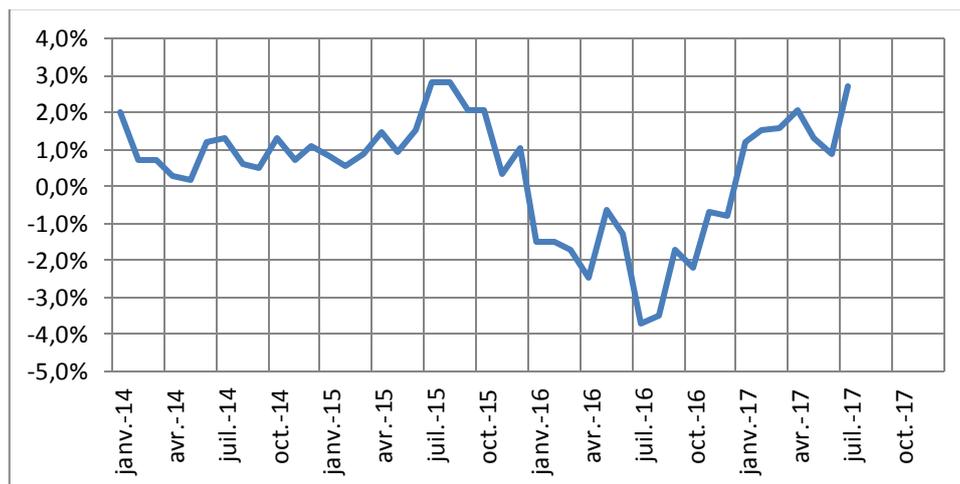
Qté = quantité en tonne

Il ressort sur les deux périodes de comparaison que globalement les stocks grossiste des principaux produits de première nécessité sont en baisse au 2^{ème} trimestre 2017, notamment les céréales et le lait en poudre à l'exception du riz. Cette situation explique la hausse observée des prix des céréales et pourrait susciter quelques inquiétudes surtout en cette période soudure.

Une attention particulière doit être portée sur le sucre et l'huile alimentaire qui sont quelque peu en repli.

1-3 Indices des prix et variations :

Graphique 6 : Glissement annuel de l'IHPC global (%) base 100 en 2008



Durant le 2^{ème} trimestre 2017, en variation mensuelle, la tendance évolutive du niveau général de l'indice des prix à la consommation est orientée à la hausse atténuée par le repli observé au niveau de la fonction communication suite à l'octroi massif de bonus aux clients par les opérateurs téléphoniques. Cette remontée de l'indice qui traduit une augmentation globale des prix est en partie tirée par la fonction alimentaire en rapport avec le mois de ramadan et le début de la période de soudure. En effet, la hausse entamée en mars 2017 s'est poursuivie en avril avec **+0,3%**, en mai avec **+1,6%** et juin 2017 avec **+1,1%**.

En rythme annuel, la variation l'indice global demeure positive, mais décélère progressivement tout au long du 2^{ème} trimestre 2017 avec des taux respectifs de **+2,0%** en avril, **+1,3%** en mai et **+0,9%** en juin. La hausse de l'inflation en juin 2017 est due essentiellement à l'augmentation des prix des carburants et lubrifiants et de certains produits alimentaires, en particulier ceux-là qui sont les plus consommés pendant le mois de ramadan. Il s'agit entre autres les céréales, les fruits, les tubercules et plantains et les huiles. Il faut noter également, la forte augmentation du prix des meubles et articles de ménages pour l'entretien des foyers du fait de la forte demande des tables à manger. Cette dernière situation pourrait être passagère.

Quant à l'indicateur de convergence de l'UEMOA en matière d'inflation, il affiche une baisse progressive durant le 2^{ème} trimestre 2017. Son niveau est passé **-0,7%** en avril à **-0,6%** en mai et **-0,4%** en juin 2017. Cette tendance traduit la maîtrise de l'inflation.

2 - La production industrielle

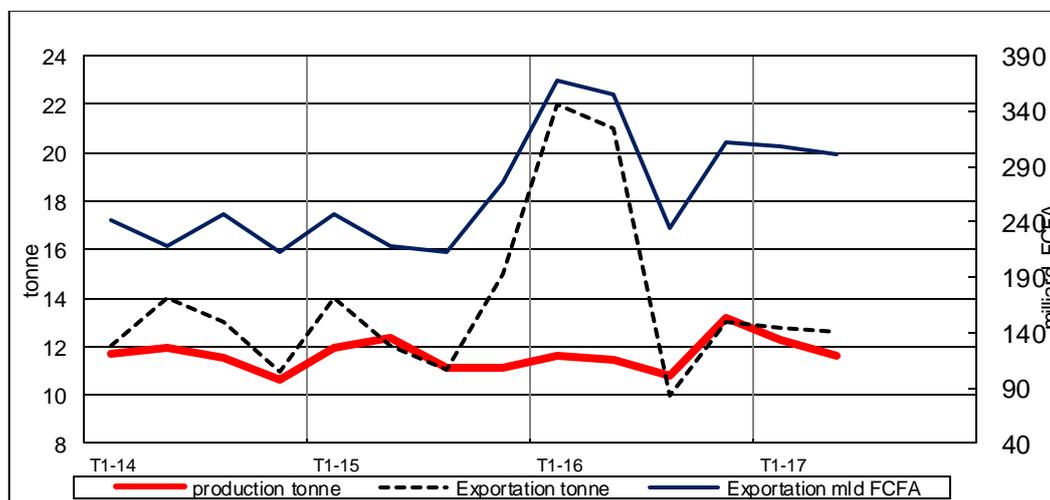
2-1- Production et exportation d'or :

Tableau 9 : Production et exportation d'or

	production	Prévision de Production	Exportation	Exportation
	tonne	tonne	milliards FCFA	tonne
T1-10	12,1	11,6	207,1	12,9
T2-10	10,0	9,8	225,1	14,0
T3-10	10,0	10,0	177,5	11,0
T4-10	9,9	10,7	172,6	10,7
T1-11	9,9	8,9	192,3	10,5
T2-11	10,1	9,8	225,5	11,0
T3-11	10,4	9,1	213,2	10,8
T4-11	11,7	10,0	264,5	11,0
T1-12	11,2	9,3	189,7	9,9
T2-12	11,6	11,0	205,7	13,8
T3-12	10,7	11,9	227,7	11,8
T4-12	12,7	12,3	251,5	13,0
T1-13	10,8	11,0	215,4	11,0
T2-13	12,0	11,6	227,1	12,0
T3-13	11,4	11,2	237,7	12,0
T4-13	12,8	11,3	254,1	13,0
T1-14	11,7	11,0	242,3	12,0
T2-14	12,0	11,1	217,8	14,0
T3-14	11,5	10,8	247,0	13,0
T4-14	10,6	12,4	212,5	10,9
T1-15	12,0	11,7	247,3	14,0
T2-15	12,3	11,8	217,9	12,0
T3-15	11,1	10,6	213,0	11,0
T4-15	11,1	11,0	275,0	15,0
T1-16	11,6	11,0	367,1	22,0
T2-16	11,4	11,0	355,0	21,0
T3-16	10,8	10,2	234,4	10,0
T4-16	13,1	11,1	312,1	13,0
T1-16	12,3	11,4	307,5	13,0
T2-16	11,6	12,8	300,7	13,0

Sources: - Production DNGM - Exportation Douane

Graphique 7 : Production et exportation d'or

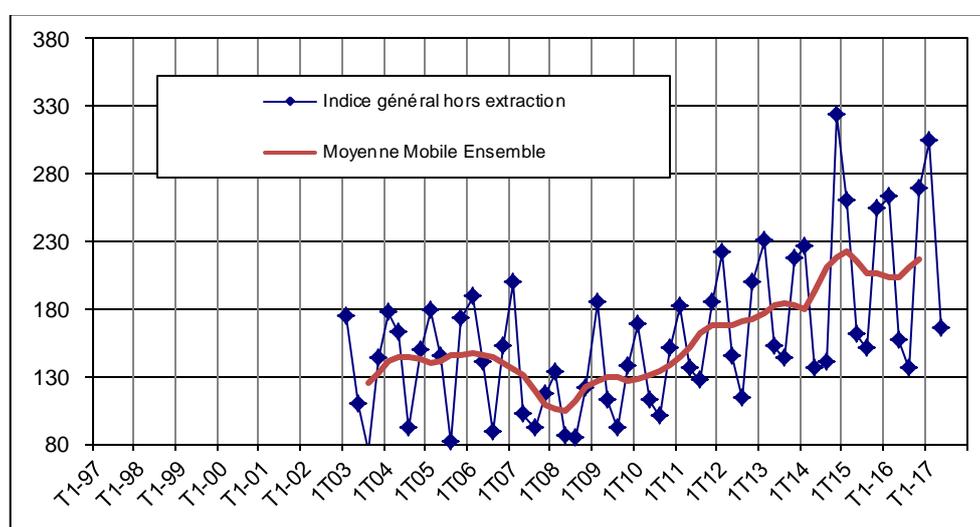


Au titre du 2^{ème} trimestre 2017, la production moderne d'or augmente légèrement de **2,0%** par rapport au 2^{ème} trimestre 2016. En revanche, par rapport au trimestre précédent, on note un repli de **5,0%**. De même, le taux de couverture des prévisions par les réalisations est en deçà des 100%, soit **91,2%**.

Toutefois, la production d'or de toutes les sociétés minières à fin juin 2017 est de **23,9 tonnes** contre **23,0 tonnes** à la même période en 2016, soit une augmentation de **3,8%**. La hausse peut être attribuée à la performance de certaines mines nouvellement entrées en exploitation et au cours de l'or qui paraît quelque peu attrayant. Il faut préciser que le taux de couverture des prévisions pour les six premiers de 2017 est de **99,0%**.

2-2- L'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI):

Graphique 8 : L'indice harmonisé de la production industrielle hors extraction



Au 2^{ème} trimestre 2017, l'indice harmonisé de la production industrielle hors extractive repli fortement de **45,8%** par rapport au trimestre précédent en lien principalement avec le caractère saisonnier de l'activité d'égrenage. Par rapport au 2^{ème} trimestre 2016, le niveau général de l'indice harmonisé de la production industrielle hors extractive progresse de **5,4%** du fait de la hausse de la production manufacturière.

➤ Par rapport au 2^{ème} trimestre 2016

Le niveau général de l'indice de la production industrielle hors extractive est en hausse de **5,4%**. En effet, la performance du secteur industrielle s'explique essentiellement par l'augmentation de la production de l'agroalimentaire et tabac (**+2,6%**), de l'industrie textile et cuir (**+6,5%**), de l'industrie chimique (**37,7%**) et de l'industrie métallique (**+22,5%**). Bien qu'atténuée par le repli de la production de cigarettes, la performance de l'agroalimentaire et tabac et de l'industrie chimique pourrait être liée l'augmentation de la demande respectivement des produits alimentaires pendant le ramadan et des produits détergents. En ce qui concerne l'industrie métallique, la hausse de sa production est surtout liée à la forte consommation de certains matériaux de construction suite à l'intensification de l'activité de construction.

➤ Par rapport au 1^{er} trimestre 2017

Le niveau général de l'indice de la production industrielle hors extractive a nettement reculé, soit une baisse de **45,8%** malgré la hausse de **13,0%** et de **37,0%** respectivement de la production de l'industrie métallique et de celle de l'industrie chimique. Le repli est dû essentiellement au caractère saisonnier de l'activité d'égrenage. En effet, traditionnellement l'activité d'égrenage atteint son paroxysme au cours du 1^{er} trimestre avant de fortement baisser au 2^{ème} trimestre qui constitue une première partie de la période consacrée à la culture du coton.

Il faut également noter l'augmentation sensible de la production de la branche fabrication de meubles sur la même période qui pourrait avoir un lien avec les nombreux mariages célébrés à la veille du mois de ramadan.

2-3-L'opinion des industriels sur leur activité :

Les résultats de l'enquête d'opinion auprès des chefs d'entreprises industrielles au 2^{ème} trimestre 2017 (à l'exception des entreprises minières) reflètent la diminution de la production industrielle au 2^{ème} trimestre 2017 par rapport au trimestre précédent. En effet, **39,0%** des répondants évoquent une diminution de leur production de même que **39,0%** se prononcent pour une augmentation contre **22,0%** pour la stabilité sur la même période. Cette tendance morose est confirmée par le fait que seul **37,0%** des répondants estiment avoir utilisé plus de **75,0%** de leur capacité de production. Selon les répondants, cette sous-utilisation des capacités globales de production s'explique principalement par les raisons suivantes: la baisse de la commande pour **41,2%** des répondants, l'insuffisance d'équipement pour **17,6%**, aucune raison pour **29,4%**.

En termes de perspectives de production au cours du prochain trimestre, contrairement aux trimestres précédents, les répondants se sont majoritairement (**50,0%**) prononcés pour une stabilité de la production. Ce qui traduit une détérioration de la confiance des chefs d'entreprises industrielles. Seuls **28,0%** ont évoqué une augmentation prochaine de leur production et **22,0%** trouvent que la production va baisser au cours du prochain trimestre.

3 – Les dépenses de consommation des ménages

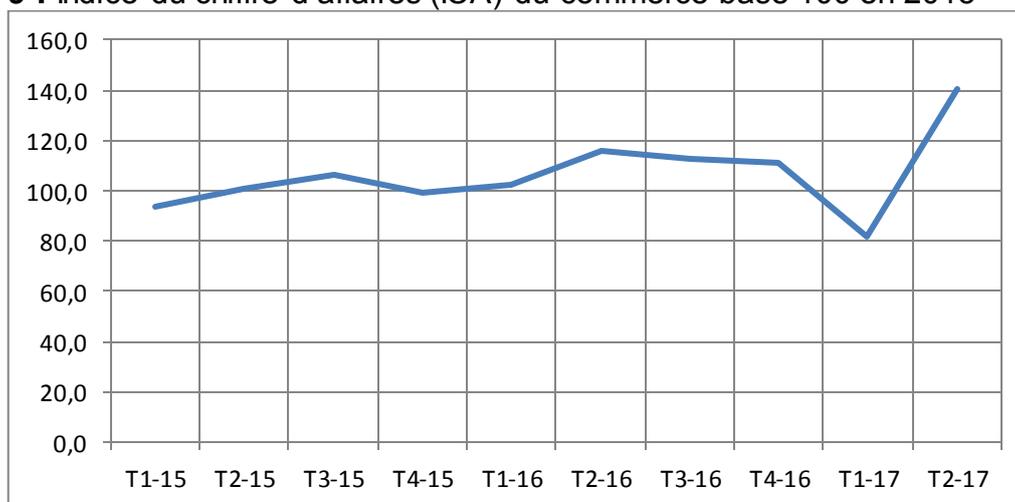
Selon les résultats de l'enquête modulaire permanente auprès des ménages (EMOP), les dépenses de consommation des ménages, sur la période d'avril à juin 2017, s'élèvent à **1048,4 milliards FCFA** contre **798,6 milliards FCFA** pour le trimestre précédent et **885,2 milliards FCFA** pour la période d'avril à juin 2016. Ainsi, par rapport au trimestre précédent, les dépenses de consommation des ménages ont progressé de **31,3%** essentiellement sous l'effet du mois de ramadan et les fêtes religieuses accentué par les répercussions des spéculations sur les prix des produits prisés au cours de ces périodes. De même, il a été constaté une forte

consommation **(+140%)** au niveau de la fonction « Meubles, Articles de ménages et Entretien » sur la même période. La tendance haussière relative à cette fonction est confirmée au niveau de l'IHPC et la production de la branche fabrication de meubles de l'IHPI. Cette situation s'explique par les nombreux mariages célébrés à la veille du mois de ramadan.

Par rapport à la même période en 2016, la hausse est de **18,4%** tirée en partie par les fonctions alimentaires, meubles et articles de ménages et articles d'habillements et chaussures, d'entretien dont les produits revenaient plus chers qu'au cours de la période d'avril à juin 2016 comme en atteste l'inflation en glissement annuel pour les deux premiers postes.

4- Le commerce intérieur

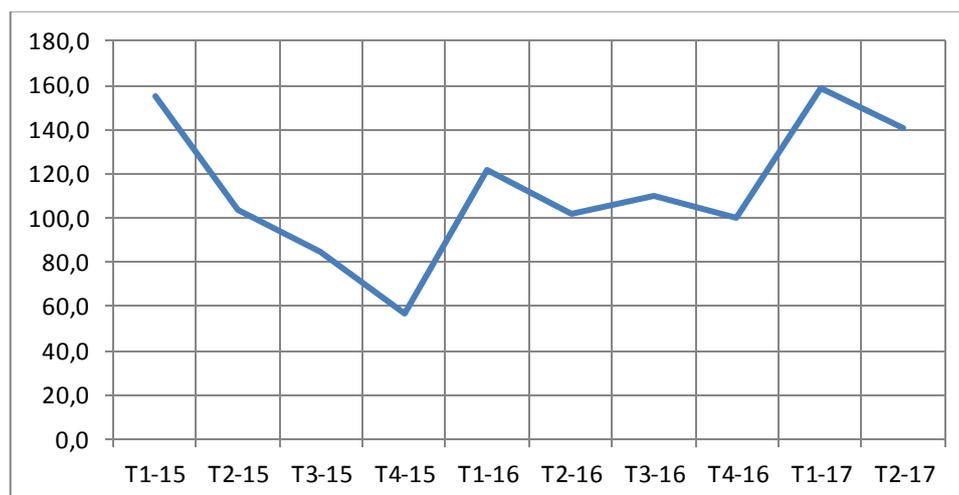
Graphique 9 : Indice du chiffre d'affaires (ICA) du commerce base 100 en 2015



Les résultats de l'indice du chiffre d'affaires dans le secteur d'activité du commerce laissent entrevoir une forte hausse de l'activité commerciale au 2^{ème} trimestre 2017. En effet, l'indice du chiffre d'affaires au 2^{ème} trimestre 2017 progresse de **71,2%** et **21,2%** respectivement par rapport au trimestre précédent et par rapport au 2^{ème} trimestre 2016. La hausse est imprimée par l'activité commerciale des automobiles et leurs pièces détachées ainsi que les motos et surtout la branche commerce de détail. Cette situation s'explique par le mois de ramadan et les fêtes religieuses avec l'organisation des foires commerciales et l'utilisation de plus en plus grande des motos notamment les tricycles en rapport avec l'intensification des activités. Il faut préciser qu'en moyenne le niveau de l'activité commerciale sur les six premiers mois de 2017 a augmenté de **2,0%** comparativement à la même période en 2016. Ce dénote une amélioration de cette branche d'activité.

5- Les bâtiment et travaux publics

Graphique 10 : Indice du chiffre d'affaires (ICA) de la construction ou BTP base 100 en 2015



La branche d'activité de la construction, communément appelée les BTP, est en pleine expansion au regard des programmes de grande envergure de construction comme la construction des barrages hydro agricoles, les logements sociaux sans oublier le programme d'urgence présidentiel qui consiste à construire et entretenir des routes et d'autres types d'ouvrages pour un développement socio-économique durable. Les résultats de l'indice du chiffre d'affaires du secteur d'activité de la construction confirment cette performance. En effet, le niveau de l'indice du chiffre d'affaires de la construction augmente nettement de **40,0%** au 2^{ème} trimestre 2017 par rapport au 2^{ème} trimestre 2016. Cette embellie est due aux travaux de construction de bâtiments et de génie civil en cours avec l'intensification de la construction des logements sociaux et les infrastructures sociales de base et surtout les chantiers des routes, de ponts et d'autres ouvrages. Il en est de même sur la période des six premiers de 2017 comparativement aux six premiers mois de 2016 avec une hausse du chiffre d'affaires de **34,6%**. En revanche, par rapport au 1^{er} trimestre 2017, on note un recul de **11,3%** dû à une baisse d'intensité des travaux surtout de génie civil à cause de l'hivernage.

6 – Le coût de la construction :

Tableau 10 : Indice du coût de la construction base 100 en 2015

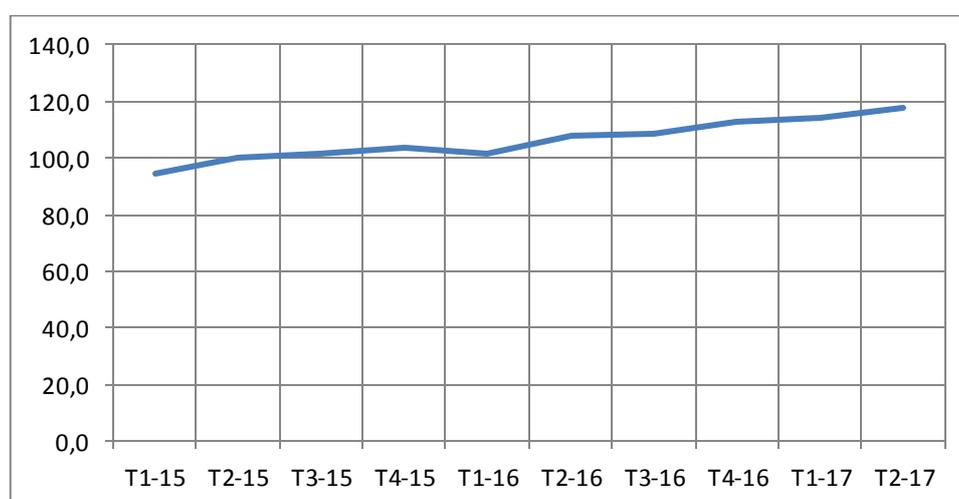
Sous-indices	Pondération	1T2017	2T2017	Variation 2T2017 / 1T2017 en %
Matériaux de construction	7277,8	102,1	102,6	0,5
Coût de la main d'œuvre	2074,2	107,4	108,4	0,9
Moyens de gestion	648,0	104,4	98,6	-5,6
Indice Coût de la construction	10 000	103,4	103,5	0,1

Source : INSTAT

Au regard de l'évolution de l'indice du coût de la construction, on note une hausse du coût de la construction de **0,1%** au 2^{ème} trimestre 2017 par rapport au trimestre précédent atténuée par un repli des dépenses relatives aux moyens de gestion en rapport avec la baisse du prix de l'eau du fait de l'hivernage et l'octroi fréquent des bonus par les opérateurs téléphoniques. L'augmentation du niveau coût de la construction traduit l'intensification des travaux de construction de bâtiments et l'ouverture des chantiers des grands travaux comme en atteste l'augmentation du chiffre d'affaires durant cette période. Cela est d'autant plus vérifiable que le relèvement du niveau de l'indice est dû à la hausse des prix des matériaux de construction et du coût de la main d'œuvre qui évoluent en fonction du rythme des travaux de construction.

7-Les services

Graphique 11 : Indice du chiffre d'affaires (ICA) des services hors financiers base 100 en 2015



La tendance décrite par l'indice du chiffre d'affaires des services hors finances jusqu'à la fin de la première moitié de 2017 laisse apparaître une amélioration régulière et progressive tant le secteur se maintient dans une bonne dynamique. En effet, au 2^{ème} trimestre 2017, le niveau d'activité du secteur des services hors finances progresse globalement de **3,4 %** par rapport au trimestre précédent. Par rapport au 2^{ème} trimestre 2016, l'activité des services s'intensifie davantage avec une croissance de **9,3%**. Mieux, à l'échelle des six premiers mois de 2017, le niveau du chiffre d'affaires des services augmente de **10,7%**. Cette performance est induite en partie due à l'amélioration des activités des branches « transport et entreposage », « télécommunications » et « activités spécialisées scientifiques et techniques ». Le relèvement de niveau des télécommunications est lié à sa capacité d'attirer plus de clients avec les innombrables innovations technologiques et diversifications des produits. S'agissant du renforcement des activités spécialisées scientifiques et techniques, il est en rapport avec le dynamisme des travaux de construction en cours et les nombreuses sollicitations des services publicitaires en vue de mieux fructifier les activités. La bonne cadence de la branche « transports et entreposage » reflète un raffermissement des autres activités.

8- Le commerce extérieur

8-1- Les importations :

a- Les réalisations :

Tableau 11 : Comparaisons entre les importations au 2^{ème} trimestre 2017 et au 1^{er} trimestre 2017 et 2^{ème} trimestre 2016

PERIODES	Référence	PP	PNP	TOTAL
2 ^{ème} trimestre 2017 (1)	POIDS	366,1	1 186,7	1 552,8
	VALEURS	130,3	510,6	640,9
1 ^{er} trimestre 2017 (2)	POIDS	291,5	1 428,0	1 719,4
	VALEURS	107,0	517,3	624,3
2 ^{ème} trimestre 2016 (3)	POIDS	372,6	1 306,5	1 679,1
	VALEURS	107,4	465,0	572,4
VARIATIONS (1/2)	POIDS	25,6%	-16,9%	-9,7%
	VALEURS	21,7%	-1,3%	2,7%
VARIATIONS (1/3)	POIDS	-1,7%	-9,2%	-7,5%
	VALEURS	21,3%	9,8%	12,0%

Source : DGD Poids en milliers de tonnes Valeur en milliards FCFA

PP= Produits Pétroliers PNP= Produits Non Pétroliers

Au titre du 2^{ème} trimestre 2017, les importations globales progressent en valeur au 2^{ème} trimestre 2017 par rapport au trimestre précédent et par rapport à la même période en 2016. Il ressort donc que la valeur totale des importations dépasse celle des intentions d'importations émises qui s'élèvent à **571,7 milliards FCFA**. En revanche, le volume total de marchandises importées au 2^{ème} trimestre 2017 replie par rapport aux mêmes périodes.

➤ Par rapport au 1^{er} trimestre 2017

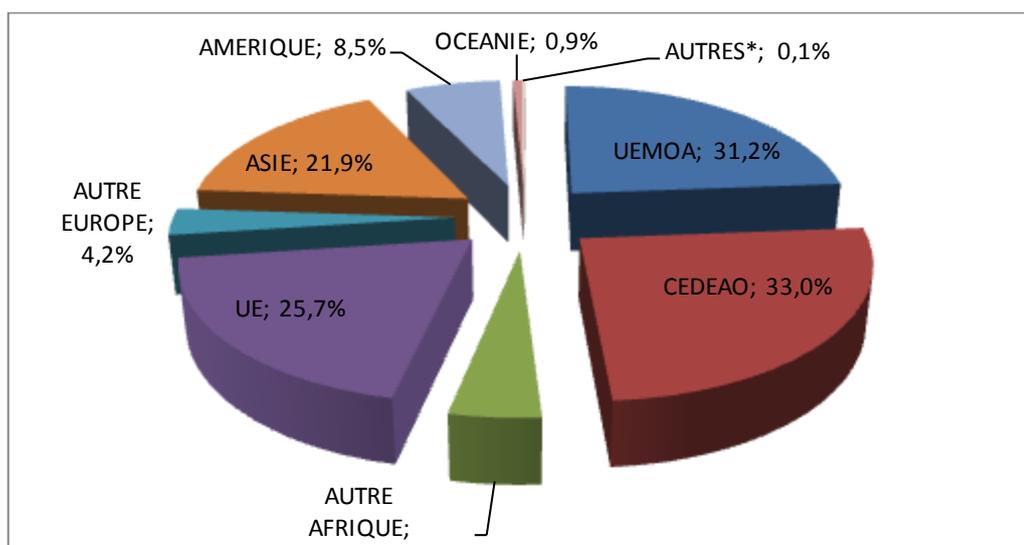
Le volume global des importations au 2^{ème} trimestre 2017 baisse de **9,7%** suite au repli de celui des produits non pétroliers. En revanche, la valeur des importations augmente de **2,7%** en rapport avec la hausse de **25,6%** du volume des produits pétroliers importés durant la même période. L'augmentation du volume d'importations des produits pétroliers peut s'expliquer par les anticipations d'une remontée prochaine des cours mondiaux.

➤ Par rapport au 2^{ème} trimestre 2016

Les quantités totales importées de marchandises reculent de **7,5%** tandis que la valeur des importations est en hausse de **12,0%**. Les volumes des deux composantes de marchandises importées ont baissé durant la même période qui pourrait être lié aux niveaux élevés des stocks. S'agissant de l'augmentation de la valeur des importations en dépit du repli des quantités, elle peut s'expliquer par le niveau des prix mondiaux qui est supérieur à celui de la même période en 2016.

b- La répartition géographique des importations :

Graphique 12: Répartition par zone géographique d'origine des importations du Mali en valeur au 2^{ème} trimestre 2017



Tout comme les trimestres précédents, la zone CEDEAO, grâce aux importations UEMOA, reste la principale origine des importations au 2^{ème} trimestre 2017 avec **33,0%** des importations totales en valeur. La zone CEDEAO est suivie de l'Union Européenne pour **25,7%** et de l'Asie pour **21,9%**.

Au titre du classement des principaux pays d'origine des importations du Mali en termes de valeur au 2^{ème} trimestre 2017, le Sénégal est encore en tête avec **19,2%**. Le Sénégal est suivi entre autres de la Chine (**13,4%**), et de la France (**9,6%**).

Il faut préciser que les importations de produits communautaires sont encore faibles, seuls le Sénégal et la Côte d'Ivoire se classent parmi les 10 premières origines des importations du Mali au 2^{ème} trimestre 2017.

Par ailleurs, on note que les vingt principaux produits pourvoyeurs de recettes représentent **87,9%** des émissions au compte du budget d'Etat au 2^{ème} trimestre 2017, soit **82,2 milliards FCFA** contre 87,7% au trimestre précédent. Parmi ces produits, les cinq premiers pourvoyeurs de recettes sont dans l'ordre :

- ✓ hydrocarbures pour **34,5%**;
- ✓ Véhicules et parties et accessoires pour **9,0%**;
- ✓ Machines et appareils et engins mécaniques, pour **7,9%**
- ✓ Cigarettes, pour **5,1%** ;
- ✓ Ciment, pour **4,7%**.

c- La mise à la consommation des principaux produits pétroliers :

Tableau 12 : Mises à la consommation des principaux produits pétroliers

MISES A LA CONSOMMATION PRODUITS PETROLIERS					
en millions de litres					
	VOLUMES			VARIATIONS	
	2T2017	1T2017	2T2016	4T2016/3T2016	4T2016/3T2015
Super	80,4	92,5	88,0	-13,1%	-8,6%
Gasoil	229,5	197,0	216,8	16,5%	5,8%
DDO	0,0	0,0	0,0	-	-
Pétrole	0,4	0,7	3,4	-43,7%	-88,2%
TOTAL(1)	310,3	290,2	308,2	6,9%	0,7%
TTC(2)	215,3	234,8	217,4	-8,3%	-1,0%
EXO(3)	95,0	55,4	90,8	71,5%	4,6%
(3/1)%	30,6%	19,1%	29,5%	-	-

Source : DGD

TTC : Toutes taxes comprises

EXO : exonéré

Au 2^{ème} trimestre 2017, il a été mis à la consommation au Mali **310,3 millions de litres** de produits pétroliers contre **290,2 millions de litres** au trimestre précédent. Le volume total de produits pétroliers mis à la **95,0 millions de litres** en exonération contre une répartition de **234,8 millions de litres** en **TTC** et **55,4 millions de litres** en **exonération** des droits et taxes au 1^{er} trimestre 2017.

Il ressort que les mises à la consommation du 2^{ème} trimestre 2017 sont globalement en hausse de **6,9%** par rapport au 1^{er} trimestre 2017 de même que les exonérations qui progressent de **71,5%** confirmant ainsi l'augmentation du volume global des produits pétroliers importés sur la même période. En revanche les volumes **TTC** replient de **8,3%**.

Par rapport au 2^{ème} trimestre 2016, les mises à la consommation affichent une légère de **0,7%**. Les volumes **TTC** baissent encore quelque peu, alors que les exonérations augmentent de **4,6%**.

d- La fiscalité pétrolière :

Tableau 13 : Structure des prix des produits pétroliers

PRELEVEMENTS MOYENS F CFA/ LITRE						
Mois	réels		Prévisions		Ecart Réel-Prév	
	super	gasoil	prév-super	prév-gasoil	super	gasoil
janv-16	301,16	248,93	262,19	176,96	38,97	71,97
févr-16	294,90	243,81	262,19	176,96	32,71	66,85
mars-16	300,57	240,73	262,19	176,96	38,38	63,77
avr-16	264,57	204,38	262,19	176,96	2,38	27,42
mai-16	254,57	194,38	262,19	176,96	-7,62	17,42
juin-16	224,46	163,89	262,19	176,96	-37,73	-13,07
juil-16	218,42	158,83	262,19	176,96	-43,77	-18,13
août-16	239,41	165,40	262,19	176,96	-22,78	-11,56
sept-16	259,85	188,70	262,19	176,96	-2,34	11,74
oct-16	252,92	181,13	262,19	176,96	-9,28	4,17
nov-16	253,90	180,26	262,19	176,96	-8,29	3,30
déc-16	266,63	200,68	262,19	176,96	4,44	23,72
janv-17	244,90	172,35	271,88	187,68	-26,98	-15,33
févr-17	244,90	172,35	271,88	187,68	-26,98	-15,33
mars-17	230,60	154,46	271,88	187,68	-41,28	-33,22
avr-17	249,65	166,44	271,88	187,68	-22,23	-21,24
mai-17	238,52	166,65	271,88	187,68	-33,36	-21,03
juin-17	258,84	180,97	271,88	187,68	-13,04	-6,71
juil-17	273,48	197,67	271,88	187,68	1,60	9,99

Source : DGD

réel : réalisation prév : prévision

La baisse du cours du pétrole a été favorable à la fiscalité pétrolière. Le déficit par rapport aux prélèvements prévisionnels est absorbé au fil du temps. Ainsi, en juillet 2017, les prélèvements issus de la structure étaient supérieurs aux prévisions fiscales devant permettre d'atteindre les recettes prévisionnelles de la Douane sur les produits pétroliers. Les prélèvements sur le litre du super carburant et du gasoil en juillet 2017 dégageaient respectivement un excédent de **1,6 FCFA** et **10,0 FCFA**.

8-2 Exportations :

Tableau 14: Comparaisons entre les exportations au 2^{ème} trimestre 2017 au 1^{er} trimestre 2017 et 2^{ème} trimestre 2016

PERIODES	REFERENCE	COTON	OR	ENGRAIS	AUTRES	TOTAL
2 ^{ème} trimestre 2017 (1)	POIDS	704	13	42 631	139 220	182 567
	VALEURS	176	300 741	8 748	43 048	352 713
1 ^{er} trimestre 2017 (2)	POIDS	872	13	75 740	112 531	189 155
	VALEURS	450	307 532	16 337	44 176	368 495
2 ^{ème} trimestre 2016 (3)	POIDS	6 172	21	95 738	99 841	201 771
	VALEURS	3 175	355 016	25 243	47 703	431 136
VARIATIONS (1/2)	POIDS	-19,3%	-1,6%	-43,7%	23,7%	-3,5%
	VALEURS	-60,8%	-2,2%	-46,5%	-2,6%	-4,3%
VARIATIONS (1/3)	POIDS	-88,6%	-39,7%	-55,5%	39,4%	-9,5%
	VALEURS	-94,5%	-15,3%	-65,4%	-9,8%	-18,2%

Source : DGD

Poids en tonne, valeurs en million FCFA

Les exportations globales du Mali au 2^{ème} trimestre 2017 ressortent en contraction aussi bien en valeur qu'en volume par rapport au trimestre précédent et par rapport au 2^{ème} trimestre 2016.

➤ Par rapport au 1^{er} trimestre 2017

Le volume des exportations globales régresse de **3,5%**. La baisse s'explique en partie par le repli des quantités exportées de coton et d'engrais du fait de leur caractère saisonnier. Ainsi, la recul des quantités exportées des principaux produits à savoir le coton, l'or et l'engrais sont les facteurs qui ont contribué à la baisse de **4,3%** de la valeur des exportations globales.

➤ Par rapport au 2^{ème} trimestre 2016

La quantité totale de marchandises exportées baisse de **9,5%** du fait de la contraction de volume des principaux produits d'exportation. Le décalage de la période d'exportation du coton et le repli de la demande d'engrais sont des facteurs explicatifs de cette baisse. S'agissant du cas de l'or, c'est dû à une hausse exceptionnelle d'or exporté au 2^{ème} trimestre 2016. Du coup, le fléchissement de **18,2%** de la valeur des exportations totales est imprimé est le fait de la baisse des volumes exportés.

8-3 Le solde commercial et le taux de couverture :

Tableau 15 : Taux de couverture des importations par les exportations (réalisations)

Période/Désignation	2T15	3T15	4T15	1T16	2T16	3T16	4T16	1T17	2T17
Importations (M)	468,0	587,0	532,0	458,0	572,0	542,0	593,1	624,3	640,9
Exportations (X)	263,3	305,9	359,7	437,9	431,1	305,9	376,8	368,5	352,7
Solde (X-M)	-204,7	-281,1	-172,3	-20,1	-140,9	-236,1	-216,3	-255,8	-288,2
Taux de couverture (X / M) en %	56,3	52,1	67,6	95,6	75,4	56,4	63,5	59,0	55,0

Source: INSTAT - DGD

En milliard de FCFA

Le solde commercial est de **-288,2 milliards FCFA** au 2^{ème} trimestre 2017. Il s'est détérioré par rapport au trimestre précédent dont le solde commercial s'élève à **-255,8 milliards FCFA**. Il en est de même pour le taux de couverture des importations par les exportations, qui s'est établi à **55,0%** au 2^{ème} trimestre 2017 contre **59,0%** au 1^{er} trimestre 2017. Par rapport au 2^{ème} trimestre 2016, le solde commercial s'est détérioré de même que le taux de couverture.

9 - Les finances publiques

Tableau 16: Budget de l'Etat (TOFE)

Budget de l'Etat										
Source : TOFE										
	Recettes hors dons (1)	Recettes fiscales	Dépenses totales (2)	Dépenses courantes (3)	dont Salaires	dont intérêts sur la dette (4)	Dépenses d'investissements (5)	dont investissements sur ressources internes (6)	Autres dépenses (7)	Dépenses PPE
	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA
T1-13	223,1	187,6	225,2	140,6	64,0	7,1	54,7	18,7	29,9	-
T2-13	255,8	211,3	273,5	203,1	69,9	4,8	49,1	53,5	21,3	-
T3-13	244,3	209,8	247,1	197,3	76,4	11,7	27,3	46,4	22,5	-
T4-13	228,1	196,0	551,0	259,7	80,4	8,9	262,7	99,3	28,7	-
T1-14	257,1	224,8	210,0	142,4	79,9	5,1	21,0	21,0	46,6	-
T2-14	310,3	242,8	384,1	224,1	65,2	10,3	118,8	41,5	41,2	-
T3-14	259,6	231,7	211,4	207,7	78,2	15,2	-27,3	38,9	31,0	-
T4-14	279,8	194,5	759,2	271,0	89,8	8,8	466,4	168,3	21,9	-
T1-15	311,9	247,5	272,3	172,1	76,9	12,7	41,5	16,4	58,7	-
T2-15	355,2	280,6	326,3	213,4	83,5	9,3	65,2	25,1	47,7	-
T3-15	253,1	246,0	390,8	249,0	97,4	10,2	147,4	58,3	-5,6	-
T4-15	352,6	307,7	610,5	301,8	100,3	18,8	275,1	148,4	33,6	-
T1-16	336,7	294,0	336,3	208,2	97,6	10,4	91,3	68,3	36,7	-
T2-16	410,0	325,7	536,7	273,8	86,6	19,3	192,6	84,1	70,3	-
T3-16	320,0	269,7	404,5	242,2	107,8	8,8	121,9	118,5	40,4	-
T4-16	592,8	354,8	835,7	284,9	105,7	17,0	334,1	469,0	216,7	-
T1-17	389,3	301,4	387,4	206,4	82,4	16,1	92,8	67,6	88,2	-
T2-17	382,6	359,3	416,2	293,3	98,2	30,8	135,7	85,1	-12,8	-

Source : TOFE _ DNTCP

les données sont en flux et non en cumul

9-1 Les recettes globales :

Les recettes totales hors dons à fin juin 2017 sont en hausse de **25,2** milliards FCFA par rapport à la même période en 2016, soit une augmentation de **3,4%**. L'augmentation des recettes hors dons est essentiellement liée à un accroissement de **6,6%** des recettes fiscales nettes sur la même période, soit un surplus de **41,0 milliards FCFA**. Cette performance s'explique par les efforts déployés en matière de recouvrement à travers de nombreuses actions entreprises, notamment la multiplication des vérifications et des contrôles.

Toutefois, le niveau de réalisation des prévisions des recettes totales hors dons à fin juin 2017 est inférieur à celui à fin juin 2016, soit un taux de couverture de **92,8%**. De même, le taux de couverture des prévisions des recettes fiscales nettes est de **99,3%**. En effet, le taux de réalisation des recettes hors dons est de **99,2%**, soit un gap de **4,7 milliards FCFA** contre **102,4%** à fin juin 2016, soit un excédent de **14,6 milliards FCFA**.

9-1-1 Les recettes de la Direction Générale des Impôts (DGI) :

Les recettes de la DGI au titre du 2^{ème} trimestre 2017 sont supérieures à celles du trimestre précédent ainsi que celles de la même période en 2016.

a- Evolution des recettes de la DGI :

Tableau 17 : Evolution trimestrielle des recettes par grande masse

PERIODE	IMPOTS DIRECTS		IMPOTS INDIRECTS		ENREGISTREMENT ET TIMBRE		TOTAL	
	PREVISION	REALISATION	PREVISION	REALISATION	PREVISION	REALISATION	PREVISION	REALISATION
1T16	85 805	85 805	67 995	67 995	8 991	8 991	162 791	162 791
2T16	118 946	106 766	72 850	83 977	5 273	6 699	197 069	197 442
1T17	89 101	86 519	78 850	65 572	5 343	7 250	173 294	159 341
2T17	135 929	138 991	79 923	87 113	5 853	9 820	221 705	235 924

Source : DGI

unité : millions de FCFA

Les prévisions du 2^{ème} trimestre 2017 était fixé à **221,7 milliards FCFA** alors que les réalisations se sont chiffrées à **235,9 milliards FCFA**. On constate donc un excédent de l'ordre de **14,2 milliards FCFA**.

La performance des recettes réalisées au 2^{ème} trimestre 2017 est également observée comparativement à celles du 1^{er} trimestre 2017. En effet, les réalisations du 2^{ème} trimestre 2017 sont supérieures de **76,6 milliards FCFA** à celles du trimestre précédent, soit un taux de d'accroissement de **48,1%**. La hausse est générale pour toutes les composantes avec **60,6%** pour les impôts directs, **32,9** pour les indirects et **35,4%** de hausse pour les enregistrements et timbres. Elle s'explique essentiellement par la saisonnalité des recettes.

De même, les réalisations du 2^{ème} trimestre 2017 dépassent de **19,5%** celles de la même période en 2016. Les grandes masses ont fluctué de la manière suivante :

- les impôts directs passent de **106,8 milliards FCFA** au 2^{ème} trimestre 2016 à **139,0 milliards FCFA** à la même période en 2017, soit une hausse de **30,2%** ;
- les impôts indirects sont passés de **84,0 milliards FCFA** au 2^{ème} trimestre 2016 à **87,1 milliards FCFA** à la même période de 2017 ; soit une hausse de **3,7%** ;
- quant aux droits d'enregistrements et de timbre, ils sont passés de **6,7 milliards FCFA** au 2^{ème} trimestre 2016 à **9,8 milliards FCFA** au second trimestre 2017, soit une hausse de **46,6%**.

b- Les recettes annuelles de la DGI :

En définitive, Au 30 juin 2017, la DGI a globalement recouvré un montant de **395,3 milliards FCFA** pour une prévision annuelle de **790,9 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **50,0%** contre **49,9%** prévu pour la période.

Le tableau ci-dessous donne la situation des réalisations cumulées au 30 juin de 2010 à 2017. Il y apparaît que les réalisations cumulées au 30 juin de la période [2010-2017] représentent en moyenne est de **49,4%** de l'objectif annuel. , le taux le plus élevé étant observé en 2014 avec **51,9%** et le plus bas en 2013 avec **44,9%**.

Le taux de réalisation de 2017 est supérieur au taux moyen. On peut alors estimer que l'espoir est permis pour l'objectif annuel.

Tableau 18 : Prévisions annuelles et réalisations au 30 juin des recettes de 2010 à 2017

Année	Prévisions annuelles	Réalisations annuelles	Taux de réalisation
2010	370000	187035	50,55%
2011	426417	211509	49,60%
2012	470104	227161	48,32%
2013	521300	234284	44,94%
2014	558400	290104	51,95%
2015	630000	318605	50,57%
2016	720000	360233	50,03%
2017	790940	395265	49,97%

Source : DGI

unité : million FCFA

9-1-2 Les recettes de la Direction Nationale du Domaine et des Cadastres (DNDC) :

Tableau 19 : Evolution des recettes trimestrielles de la DNDC

trimestres	En millions de FCFA	
	Prévisions	réalisations
T1 - 16	12 025	11 199
T2 - 16	46 741	33 728
T3 - 16	15 250	14 698
T4 - 16	15 184	20 422
T1 - 17	13 839	10 764
T2 - 17	40 093	31 721

Source : DNDC

Il faut rappeler que les objectifs de recettes assignés à la DNDC au titre de l'année 2017 sont fixés à **127,8 milliards FCFA**.

Les recettes recouvrées par la DNDC au cours du 2^{ème} trimestre 2017 se chiffrent à **31,7 milliards FCFA** pour une prévision de **40,1 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation des prévisions de **79,1%** et un gap de de **8,4 milliards FCFA**. En revanche, par rapport au trimestre précédent les réalisations au 2^{ème} trimestre 2017 ont fortement augmenté de **194,7%** du fait des efforts déployés pour le recouvrement. Cependant, par rapport au 2^{ème} trimestre 2016, les recettes réalisées au 2^{ème} trimestre baissent de **6,0%**

les recettes cumulées à fin juin 2017 sont inférieures aux prévisions de **11,5 milliards FCFA**, en rapport essentiellement avec la régression des recouvrements des dividendes de la SOTELMA par rapport à la prévision de 2017.

Par rapport aux six premiers de 2016, les recettes ont baissé. La contre-performance résulte : du faible niveau de recouvrement des dividendes des autres sociétés et des taxes ad valorem; Toutefois, il ya lieu de préciser les performances rencontrées au cours du premier semestre de l'année 2017 dues aux forts niveaux de recouvrement des recettes issues des transactions foncières (Droit d'enregistrement, droit de timbre, droit de conservation foncière, concessions ordinaire et autres).

En termes de perspectives, notamment au 3^{ème} trimestre 2017, il est attendu :

- les dividendes du PMU-Mali, de SUKALA, d'EMBAL-MALI, de l'ASAM, de la CMDT, de la SONATAM et autres;
- la TAV payée par les différentes sociétés minières, évaluée à 6,0 milliards FCFA ;
- les recettes ordinaires de **4,5 milliards FCFA** ;
- les dividendes des sociétés minières de Goukoto et de Sadiola SA.

9-1-3 Les recettes de la Direction Générale des Douanes (DGD) :

Au 30 juin 2017, les recettes réalisées au cordon douanier se sont chiffrées à **281,4 milliards FCFA** pour une prévision de **278,0 milliards FCFA**, soit un excédent de **3,4 milliards FCFA** et un taux de réalisation des prévisions de **101,2%**.

Le niveau de réalisation des recettes est en hausse de **9,5%** par rapport à celui de 2015, soit un excédent nominal de **45,6 milliards FCFA**.

Pour les produits pétroliers, sur une prévision de recettes de **107,5 milliards FCFA** au titre du 1^{er} semestre de 2017, il a été réalisé **94,0 milliards FCFA**, soit un GAP négatif de **13,5 milliards de FCFA** et une couverture de **87,4%** des prévisions.

La contreperformance des recettes pétrolières est la résultante d'une conjoncture moins favorable depuis le second semestre 2016. La hausse des prix fournisseurs s'est traduite en une contraction des prélèvements douaniers. Le déficit serait plus élevé n'eut été les efforts menés pour booster les volumes TTC. La tendance baissière affichée vers la fin du 2^{ème} trimestre est une lueur d'espoir pour les recettes pétrolières dans les mois à venir.

Par contre, les recettes sur les produits non pétroliers à la date du 30 juin 2017, sont évaluées à **187,4 milliards FCFA** pour des prévisions de **170,7 milliards FCFA**, soit un excédent de **16,7 milliards FCFA** et une couverture des prévisions de **109,8%**.

Les efforts managériaux sur le dédouanement de ces produits se sont traduits par un accroissement substantiel des recettes. Ainsi, malgré des faits conjoncturels négatifs, comme la grève des transporteurs routiers sur l'axe Bamako-Dakar et la rupture d'un pont sur ce même axe, les objectifs de recettes sur les solides sont atteints, même dépassés.

En termes de perspectives, au regard des réalisations à la date du 30 juin 2017, c'est-à-dire **281,4 milliards FCFA**, contre **278,0 milliards FCFA** de prévus, il se dégage **303,7 milliards**

FCFA à réaliser pour atteindre les **585,0 milliards FCFA** de l'objectif annuel, soit **50,6 milliards FCFA** en moyenne par mois pour le 2^{ème} semestre. Rappelons que les prévisions du programme avec le FMI au 2^{ème} semestre sont de **307,0 milliards FCFA**, soit **51,2 milliards** en moyenne par mois.

En ce qui concerne les produits pétroliers, les prélèvements ont atteint un niveau satisfaisant à la faveur du dégelé du marché du pétrole. Cet avantage conjoncturel très volatile doit être préservé dans les mois à venir à défaut d'être renforcé afin d'atténuer le déficit combien important des recettes pétrolières.

9-2 Les dépenses globales :

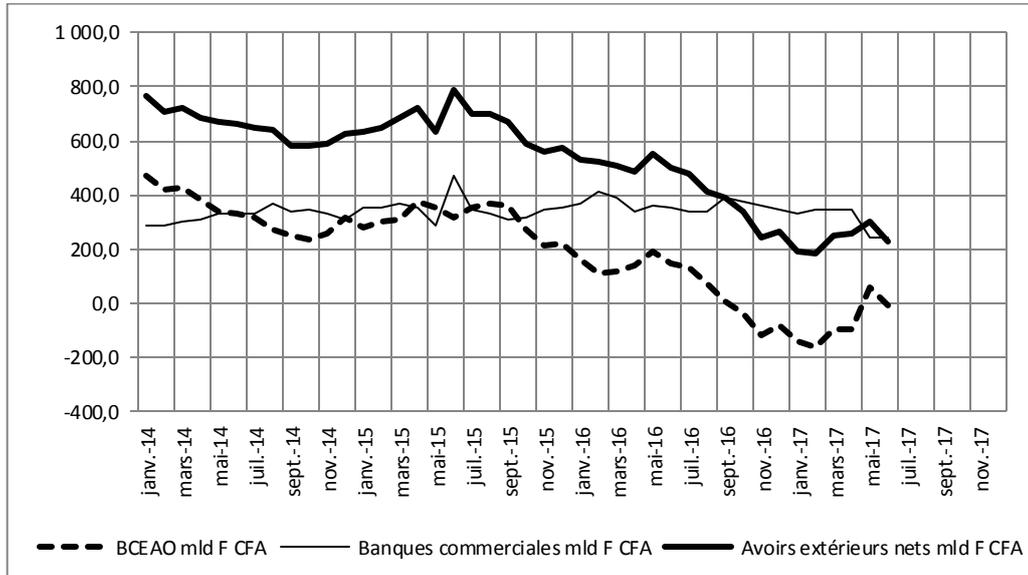
Au 30 juin 2017, le niveau des dépenses totales et prêts nets est de **803,6 milliards FCFA** pour une prévision de **1118,4 milliards FCFA**, soit un taux de d'exécution de **71,9%**. Ce niveau de réalisation des prévisions est dû entre autres à la non-exécution de la totalité des dépenses d'investissement et des dépenses courantes prévues. Cette situation peut avoir un lien avec la prudence observée dans l'exécution des dépenses surtout dans la première moitié de l'année. Parallèlement, on note une diminution de **8,0%** des dépenses exécutées par rapport à fin juin 2016. La baisse est en partie imputable au repli des dépenses d'investissement financées par les ressources extérieures qui pourrait être en rapport les difficultés de procédure décaissement.

En ce qui concerne le service de la dette dû après allègement et payé, il est de **100,9 milliards FCFA** à fin juin 2017 contre **44,8 milliards FCFA** à fin juin 2016. Il en résulte une augmentation de **125,1%** du service de la dette payé après allègement due en partie à une hausse sensible du niveau du service de la dette intérieure payée. En effet, sur les **100,9 milliards FCFA** de service de la dette payé **63,1 milliards FCFA** sont inscrits au titre de la dette intérieure. Cela dénote de l'effort déployé pour éviter une accumulation des services de la dette et donner un souffle nouveau aux activités économiques.

10– La situation monétaire

10-1 La situation monétaire :

Graphique 13 : Evolution des avoirs extérieurs nets (en milliards FCFA)



a- La masse monétaire :

A fin juin 2017, la masse monétaire augmente de **214,7 milliards FCFA**, soit une augmentation de **9,7%** par rapport à son niveau à fin juin 2016. La hausse est due aussi bien aux différents types de dépôts bancaires qu'à la composante fiduciaire. Par rapport à son niveau à fin mars 2017, la masse monétaire progresse de **39,2 milliards FCFA**, soit une légère hausse de **2,7%** induite uniquement par les dépôts transférables.

b- Les contreparties de la masse monétaire :

- Au 30 juin 2017, le niveau global des actifs extérieurs nets recule encore. En effet, les actifs extérieurs nets replient de **271,8 milliards FCFA (-54,1%)** par rapport à leur niveau au 30 juin 2016 en liaison avec la baisse de **158,7 milliards FCFA** de la composante BCEAO et le recul de **113,1 milliards FCFA** de la composante des banques commerciales. Par rapport à fin mars 2017, la contraction des AEN est moins forte avec une baisse de **23,4 milliards FCFA** essentiellement due à la composante des banques commerciales en rapport avec la hausse du niveau de leurs engagements vis-à-vis de l'extérieur. Globalement, la poursuite de la mise en œuvre des programmes d'investissement et la timidité du rapatriement des recettes d'exportation expliquent en partie cette baisse des AEN.

Toutefois, de l'analyse, il ressort que la baisse du niveau des AEN est moins forte que les trimestres précédents en lien avec l'accélération du rythme de rapatriement des recettes d'exportation grâce aux actions de suivi entreprises depuis un certain temps;

- l'encours des créances intérieures s'est établi à **2481,7 milliards FCFA** à fin juin 2017 contre **2052,0 milliards FCFA** à fin juin 2016, soit une progression de **429,7 milliards FCFA**. La hausse du niveau des créances intérieures est due en partie à l'augmentation des créances sur l'économie sur la même période et de même que celle des créances sur l'Etat. Par rapport à fin mars 2017, le niveau des créances intérieures diminue de **9,2 milliards FCFA** en rapport avec le recul des engagements de l'Etat vis-à-vis des institutions monétaires. ;

- S'agissant du niveau des créances nettes sur l'administration centrale à fin juin 2017, il est de supérieur de **188,9 milliards FCFA** à son niveau de la même période en 2016. Cette situation de détérioration peut être attribuée à l'accroissement des concours des banques en faveur de l'État et à une diminution des dépôts publics auprès des banques. Par rapport à fin mars 2017, le niveau des créances nettes sur l'administration centrale s'améliore de **76,7 milliards FCFA** en rapport avec l'augmentation des dépôts publics auprès des institutions monétaires ;

- Quant à l'encours des créances sur l'économie, il affiche une progression de **67,5 milliards FCFA** et **240,8 milliards FCFA** respectivement par rapport à fin mars 2017 et par rapport à fin juin 2016. Cette évolution fait suite aux crédits octroyés en faveur d'entreprises intervenant dans les secteurs plusieurs secteurs de l'économie au cours de la période sous revue.

Conclusions et perspectives

L'accélération de l'activité économique mondiale à la fin de l'année 2016 a permis d'entrevoir de bonnes perspectives pour 2017. Les développements récents de l'économie font apparaître des risques qui sont de nature à ralentir l'élan imprimé précédemment. Néanmoins, la croissance de l'activité économique mondiale est révisée à la hausse. Ainsi, le taux de croissance mondiale est fixé à **3,5%** en 2017 et **3,6%** en 2018 selon le FMI.

Au Mali, le dynamisme de l'activité économique retrouvé vers la fin de l'année 2016 se poursuit et se renforce dans certains secteurs. Un certain nombre de constats sur les six premiers de 2017 sont assez révélateurs :

- la production moderne d'or sur les six premiers mois de 2017 dépasse légèrement celle de la même période en 2016 ;
- l'indice de la production industrielle hors extractive sur les six premiers mois de 2017 est en hausse de **12,0%** par rapport à la même période en 2016 ;
- l'indice du chiffre d'affaires du commerce à fin juin 2017 est supérieur de **2,0%** à celui à fin juin 2016 ;
- l'indice du chiffre d'affaires de la construction (BTP) au 1^{er} semestre 2017 est en hausse de **34,6** par rapport au 1^{er} semestre 2016 ;
- l'indice du chiffre d'affaires des services hors finances au cours des six premiers mois de 2017 augmente de **10,7%** par rapport aux six premiers mois de 2016.

Cette bonne orientation de l'économie devrait se poursuivre au regard de :

- la hausse attendue des recettes d'exportation du coton et de l'or en liaison avec une remontée des cours mondiaux ;
- la poursuite des investissements dans le sous-secteur agricole et les infrastructures dans différents domaines ;
- la recherche des meilleures stratégies pour l'amélioration du climat des affaires ;
- l'augmentation des recettes fiscales issue du pétrole à la faveur de la baisse des cours mondiaux ;
- la baisse continue des cours mondiaux de certains produits alimentaires, notamment des céréales. Ce qui contribuera à diminuer le niveau de l'inflation.

Toutefois, les résultats de l'enquête d'opinion en termes de perspective de production indiquent une détérioration de la confiance des chefs d'entreprises industrielles car **50,0%** des répondants évoquent une stabilité de leur production au prochain trimestre du fait du faible niveau des commandes.

En outre, selon le bulletin trimestriel de l'OMA, les prix du riz local gambiaka devraient connaître une hausse durant le prochain trimestre en liaison avec la faiblesse de l'offre par rapport à la demande en raison de :

- la baisse saisonnière de l'offre, surtout en période de soudure;
- l'existence des poches de déficit causée par la répartition inégale de la production de céréales sèches sur le territoire national.

En perspectives, le diagnostic conjoncturel, laisse entrevoir une reprise de l'activité économique au prix d'une dégradation du solde budgétaire avec une augmentation des dépenses qui n'est que partiellement compensée par une hausse des recettes fiscales et une dégradation du solde extérieur avec une augmentation des importations alors que les exportations ont diminué.

Annexes

IHPI Manufacture (hors egrenage, extraction, électricité, eau et gaz) base 100 = 2001														
Périodes	Fabricat. produits alim	Fabricat. produits à base de tabac	Fabrication de textiles et cuir	Fabricat.article habi, teint fourrure	Fabrication papier carton	Edition, imprim. et reproduct.	Fabricat. produits chimiq	Fabricat. produits en caoutc	Fabri.verre, poté, matériaux const	Métallurgie, fonderie	Fabrication d'ouvrages en métaux	Fabrication matériels électriques	Fabrication de meubles	Ensemble
Pondération	5032,0	659,5	498,3	58,4	26,9	19,6	695,5	231,5	7,7	1345,0	220,3	1129,3	76,1	10000
T1-14	69,4	1230,5	114,0	136,1	9,8	146,1	172,4	130,9		128,3	65,7	61,8	467,4	167,1
T2-14	76,6	1010,9	72,7	116,7	4,3	143,9	274,0	144,5		155,0	27,7	58,6	9,4	160,4
T3-14	67,9	1163,3	50,1	80,0	3,9	143,9	304,4	161,5		162,0	34,2	174,9	4,4	181,4
T4-14	179,5	1744,3	86,9	21,9	6,0	155,1	268,9	201,8		125,3	36,9	164,2	484,1	273,4
T1-15	37,5	1199,6	100,1	53,0	16,4	117,7	274,9	153,6		167,7	49,2	159,1	236,0	169,6
T2-15	78,0	1327,9	109,3	84,3	4,2	146,1	182,2	171,0		170,1	40,6	188,6	79,0	195,4
T3-15	68,3	1394,9	53,8	123,3	9,3	143,9	211,9	160,7		150,1	57,5	191,3	239,6	193,4
T4-15	171,7	1185,9	83,7	94,2	6,1	150,6	237,5	224,5		125,9	40,1	213,7	120,4	234,2
T1-16	80,1	1193,7	115,0	100,0	6,7	143,9	185,7	170,5		166,6	48,0	170,5	170,2	186,5
T2-16	54,8	1237,1	97,0	105,8	7,3	143,9	236,9	109,9		155,0	48,4	185,0	233,8	178,5
T3-16	39,8	1159,8	50,1	58,3	6,1	143,9	240,2	107,8		130,3	58,6	178,2	11,4	157,9
T4-16	138,0	1197,9	82,9	98,3	2,9	143,9	260,6	145,7		143,0	44,8	113,3	6,2	208,0
T1-17	125,3	1174,6	131,7	45,0	2,9	143,9	211,8	139,3		169,0	45,2	141,9	9,5	205,4
T2-17	78,2	1100,6	77,5	66,7	3,7	143,9	326,2	82,7		193,1	38,4	127,2	12,0	182,4

Annexe: IHPI hors extractive par branche base 100 = 2001

Périodes	Egrenage de coton	Fabricat. produits alim	Fabricat. produits à base de tabac	Fabrication de textiles	Fabricat. article habi, teint fourrure	Fabrication papier carton	Edition, impri. et reproduct.	Fabricat. produits chimiq	Fabricat. produits en caoutc	Fabri.verre, poté, matériaux const	Métallurgie; fonderie	Fabrication d'ouvrages en métaux	Fabrication matériels électriques	Fabrication de meubles	production d'électricité et de gaz	Captage, traitement et distribution d'eau	Ensemble
Pondération	3260,8	2505,3	328,3	248,1	29,1	13,4	9,8	346,3	115,2	3,8	669,6	109,7	562,2	37,9	1413,8	346,7	10000
T1-14	294,2	69,4	1230,5	114,0	136,1	9,8	146,1	172,4	130,9		128,3	65,7	61,8	467,4	279,7	189,2	225,2
T2-14	2,9	76,6	1010,9	72,7	116,7	4,3	143,9	274,0	144,5		155,0	27,7	58,6	9,4	342,3	199,4	136,1
T3-14	0,0	67,9	1163,3	50,1	80,0	3,9	143,9	304,4	161,5		162,0	34,2	174,9	4,4	309,7	190,9	140,7
T4-14	419,0	179,5	1744,3	86,9	21,9	10,5	155,1	268,9	201,8		125,3	36,9	164,2	484,1	311,3	197,9	323,6
T1-15	383,0	37,5	1199,6	100,1	53,0	16,4	117,7	274,9	153,6		167,7	49,2	159,1	236,0	307,1	196,5	259,6
T2-15	2,4	78,0	1327,9	109,3	84,3	4,2	146,1	182,2	171,0		170,1	40,6	188,6	79,0	390,4	204,1	160,3
T3-15	0,0	68,3	1394,9	53,8	123,3	9,3	143,9	211,9	160,7		150,1	57,5	191,3	239,6	332,1	187,6	149,8
T4-15	259,7	171,7	1185,9	83,7	94,2	6,1	150,6	237,5	224,5		125,9	40,1	213,7	120,4	325,5	193,9	254,0
T1-16	350,8	80,1	1193,7	115,0	100,0	6,7	143,9	185,7	170,5		166,6	48,0	170,5	170,2	340,8	198,9	262,3
T2-16	0,0	54,8	1237,1	97,0	105,8	7,3	143,9	236,9	109,9		155,0	48,4	185,0	233,8	426,1	207,8	156,3
T3-16	0,0	39,8	1159,8	50,1	58,3	6,1	143,9	240,2	107,8		130,3	58,6	178,2	11,4	358,6	192,4	136,0
T4-16	320,4	138,0	1197,9	82,9	98,3	2,9	143,9	260,6	145,7		143,0	55,9	113,3	6,2	373,7	202,6	268,0
T1-17	427,4	125,3	1174,6	131,7	45,0	2,9	143,9	211,8	139,3		169,0	46,2	141,9	9,5	390,6	205,0	304,0
T2-17	2,4	78,2	1100,6	77,5	66,7	3,7	143,9	326,2	82,7		193,1	40,0	127,2	12,0	464,3	217,9	164,8

INDICE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU COMMERCE BASE 100 = 2015

Libellé branches	Pondérations des branches dans l'ensemble	T1-16	T2-16	T3-16	T4-16	Indice moyen du T1-16 et T2-16	Indice moyen annuel 2016
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	336,5	94,6	130,5	119,1	203,4	112,6	136,9
Commerce de gros et activités des intermédiaires	2 733,4	120,4	116,2	115,2	96,6	118,3	112,1
Commerce de détail	6 930,1	95,6	115,0	111,8	112,2	105,3	108,6
Ensemble	10 000,0	102,4	115,8	113,0	111,0	109,1	110,5

INDICE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU COMMERCE BASE 100 = 2015

Libellé branches	Pondérations des branches dans l'ensemble	T1-17	T2-17	Indice moyen du T1-17 et T2-17
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	336,5	310,0	378,0	344,0
Commerce de gros et activités des intermédiaires	2 733,4	60,8	49,0	54,9
Commerce de détail	6 930,1	79,3	164,9	122,1
Ensemble	10 000,0	82,0	140,4	111,2

INDICE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE LA CONSTRUCTION BASE 100 = 2015

Libellé branches	Pondérations des branches dans l'ensemble	T1-16	T2-16	T3-16	T4-16	Indice moyen du T1-16 et T2-16	Indice moyen annuel 2016
Construction de bâtiments	1 311,2	52,7	79,6	42,0	110,1	66,2	71,1
Génie civil	6 247,6	137,8	82,9	102,5	78,4	110,3	100,4
Activités spécialisées de construction	2 441,2	116,1	160,9	165,1	149,6	138,5	147,9
Ensemble	10 000,0	121,4	101,5	109,9	99,9	111,4	108,2

Libellé branches	Pondérations des branches dans l'ensemble	T1-17	T2-17	Indice moyen du T1-17 et T2-17
Construction de bâtiments	1 311,2	10,5	200,6	105,5
Génie civil	6 247,6	130,4	122,4	126,4
Activités spécialisées de construction	2 441,2	311,7	156,5	234,1
Ensemble	10 000,0	159,0	141,0	150,0

INDICE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DES SERVICES HORS FINANCES BASE 100 = 2015

Libellé branches	Pondérations des branches dans l'ensemble	T1-16	T2-16	T3-16	T4-16	Indice moyen du T1-16 et T2-16	Indice moyen annuel 2016
Transport et Entreposage	211,9	79,3	98,6	117,5	142,8	89,0	109,6
Hébergement et Restauration	100,3	96,2	54,9	55,6	23,0	75,6	57,4
Information et Communication	9 343,2	104,1	108,6	107,8	110,7	106,3	107,8
Activités immobilières	9,4	50,6	81,7	120,9	144,4	66,1	99,4
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	319,2	42,8	106,9	130,7	183,7	74,9	116,0
Activités de services de soutien et de bureau	16,0	95,9	99,2	106,4	98,4	97,6	100,0
Ensemble	10 000,0	101,5	107,7	108,2	112,9	104,6	107,6

INDICE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DES SERVICES HORS FINANCES BASE 100 = 2015

Libellé branches	Pondérations des branches dans l'ensemble	T1-17	T2-17	Indice moyen du T1-17 et T2-17
Transport et Entreposage	211,9	98,8	101,5	100,1
Hébergement et Restauration	100,3	65,7	42,6	54,2
Information et Communication	9 343,2	116,3	119,2	117,7
Activités immobilières	9,4	84,6	92,5	88,5
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	319,2	68,0	109,8	88,9
Activités de services de soutien et de bureau	16,0	133,7	130,9	132,3
Ensemble	10 000,0	113,8	117,7	115,8